

Interruptions prématurées de formation de niveau secondaire II : la parole aux parents



Amaranta Cecchini

Décembre 2016

**Interruptions prématurées de
formation de niveau secondaire II :
la parole aux parents**

Amaranta Cecchini

Décembre 2016

Fin des travaux : Novembre 2016

Remerciements

La confiance et la disponibilité des parents qui témoignent au fil de ces pages ont été essentielles à la réalisation de cette étude ; qu'ils en soient vivement remerciés. Ma reconnaissance va aussi à Mme Florence Cantin, conseillère en formation au Service de la scolarité de l'enseignement secondaire II, pour avoir facilité leur recrutement. Enfin, je remercie M. Pascal Edwards, directeur du Service de la scolarité de l'enseignement secondaire II (DGESII), et M. Grégoire Evéquo, directeur général de l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC), pour avoir initié cette recherche.

Avertissement

Afin de faciliter la lecture, seul le genre masculin est employé. Il désigne indifféremment les personnes des deux sexes.

Compléments d'information :

Amaranta Cecchini
Tél. +41/0 22 546 71 23
amaranta.cecchini@etat.ge.ch

Responsable de l'édition :

Narain Jagasia
Tél. +41/0 22 546 71 14
narain.jagasia@etat.ge.ch

Internet :

<http://www.ge.ch/sred>

Diffusion :

Service de la recherche en éducation (SRED)
12, quai du Rhône - 1205 Genève
Tél. +41/0 22 546 71 00
Fax +41/0 22 546 71 02

Document 16.044

*Le contenu de ce document n'engage que la responsabilité
du Service de la recherche en éducation.*

Table des matières

1. Introduction	5
1.1 Problématique.....	5
1.2 Méthodes	6
2. Expériences parentales et vécu familial.....	9
3. Faire sens du décrochage	13
3.1 Quatre scénarios d'interruption	13
3.2 Les causes invoquées.....	14
<i>Les facteurs liés aux jeunes.....</i>	<i>16</i>
<i>Les facteurs liés à la famille.....</i>	<i>17</i>
<i>Les facteurs institutionnels.....</i>	<i>19</i>
4. Le retour en formation.....	23
4.1 Le rôle de la famille.....	23
4.2 Accompagner vers l'autonomie.....	25
5. Besoins de soutien.....	29
5.1 Mieux prévenir le décrochage scolaire.....	29
<i>Préparer la transition vers le secondaire II.....</i>	<i>29</i>
<i>Désamorcer le processus de décrochage.....</i>	<i>30</i>
5.2 Encourager le retour en formation.....	31
<i>Accompagner les jeunes.....</i>	<i>31</i>
<i>Associer les parents à la prise en charge.....</i>	<i>32</i>
6. Conclusion.....	35
Bibliographie.....	37
Annexes	39
Annexe 1 : Profil des parents interviewés	39
Annexe 2 : Profil des jeunes interviewés	40
Annexe 3 : Guide d'entretien avec les parents	41

1. Introduction

Initiée à la demande de l'Observatoire du décrochage scolaire, cette étude prolonge plusieurs travaux récents ayant pour objectif de mieux cerner le phénomène des interruptions prématurées de formation dans le canton de Genève. Ces études visaient notamment à connaître la population des jeunes en situation de décrochage (Petrucci et Rastoldo 2015a ; Petrucci et Rastoldo 2015b), à analyser le fonctionnement d'un dispositif de remédiation et les trajectoires de ceux retournés en formation par son entremise (Rastoldo, Mouad, et Cecchini 2016), ainsi qu'à comprendre l'expérience de ces derniers (Cecchini 2016).

En donnant la parole aux parents des jeunes concernés, cette recherche adopte une nouvelle perspective parmi ces travaux et invite à aborder le décrochage d'un point de vue plus collectif. D'une part, elle analyse l'expérience de l'interruption et du retour en formation dans ce qu'elle implique pour les parents et pour les jeunes en tant que membres d'un système familial. Sur la base de leurs témoignages, il s'agit, d'autre part, d'identifier les besoins de soutien pour les familles dont un enfant est confronté à des difficultés dans l'accès à une première qualification.

1.1 Problématique

Le décrochage au niveau secondaire II est souvent envisagé comme une problématique qui concerne avant tout le jeune, les institutions formatrices et les dispositifs de soutien (Blaya 2010a). Outre dans les travaux scientifiques portant sur les interruptions prématurées de formation, cette perspective est aussi très présente dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques et de dispositifs de remédiation, notamment dans le *case management formation professionnelle* (Arnold 2015 ; Gander 2014 ; Gobet et al. 2012). Elle se fonde sur le constat éprouvé que les difficultés scolaires et, dans le cas de la formation professionnelle, les difficultés rencontrées dans l'entreprise formatrice (Lamamra et Masdonati 2009 ; Petrucci et Rastoldo 2015a) constituent des raisons majeures de l'arrêt de formation. Quant au retour en formation, il est aussi généralement présenté comme le fruit d'échanges entre le jeune et différents acteurs institutionnels (institutions formatrices et dispositifs de soutien). Son analyse s'effectue dans le cadre d'évaluations de dispositifs, intéressées en premier lieu au rôle joué par les institutions (voir p. ex. Giuliani 2014). Ainsi, jeunes et institutions formatrices apparaissent comme les deux principaux acteurs de la formation et, le cas échéant, de son interruption. En outre, le jeune est considéré responsable de son retour en formation dans un contexte où des dispositifs interviennent comme instances de médiation et de soutien.

Or, plusieurs recherches montrent que les relations avec les proches, et notamment les parents, sont aussi essentielles pour comprendre le processus de décrochage scolaire et, le cas échéant, de la reprise de formation. Ce constat est évident s'agissant de jeunes mineurs, pour qui la responsabilité parentale est directement engagée. Mais considérer les parents comme acteurs de la formation dépasse cette considération. D'une part, les conditions et les mécanismes du processus de décrochage s'échafaudent en amont de l'interruption proprement dite (Douat 2015 ; Bernard 2011), c'est-à-dire à un âge où la famille apparaît comme une instance centrale de socialisation, notamment économique (Henchoz, Poggia Mileti, et Plomb 2014), et occupe un rôle important dans la scolarité (Murat 2009 ; Feyfant 2011). En outre, les parents demeurent des référents et des soutiens souvent essentiels lors de la transition vers la formation secondaire II et durant la formation proprement dite (Neuenschwander et al. 2016). Ainsi, la structure familiale (Astone et McLanahan 1991), le soutien affectif et l'encadrement parental (Potvin et al. 1999), les difficultés au sein de la famille (maladie, décès, conflits, etc.) et les ressources que celle-ci peut mobiliser pour soutenir le jeune – c'est-à-dire plus globalement le fonctionnement familial – influencent la réussite scolaire et les conditions dans lesquelles ce dernier envisage, suit et interrompt sa formation (Blaya 2010b ; Lamamra et Masdonati 2009). S'agissant de la transition vers le secondaire II, on relève plus précisément que les parents

constituent un référent important pour la familiarisation au monde du travail et l'orientation professionnelle (Liechti 2012 ; Neuenschwander et al. 2016). Enfin, ils ont un rôle de soutien face aux difficultés rencontrées lors de la formation (Potvin et al. 1999) et, le cas échéant, lors de son interruption (Molgat 2007).

Mieux comprendre la place occupée et les rôles joués par les parents constitue, dès lors, une condition importante pour appréhender les modalités du décrochage et de la reprise de formation dans leur complexité. Cette approche permet de dépasser une appréhension individuelle de ces processus pour s'intéresser à leur construction et à leur interprétation dans la sphère familiale.

Cette étude vise à mieux saisir l'expérience et les besoins de soutien des parents face à l'interruption prématurée de formation de leur fils ou de leur fille. Trois questions de recherche ont été formulées :

1. Comment les parents vivent-ils le décrochage de leur enfant et son éventuelle reprise de formation ? Quels sont les registres explicatifs invoqués dans leurs récits ?
2. Comment le décrochage et l'éventuelle reprise de formation s'inscrivent-ils dans la trajectoire scolaire et dans le parcours de formation du jeune ?
3. Quels sont les besoins des parents et des jeunes en matière de soutien pour prévenir et faire face à une interruption prématurée de formation ?

1.2 Méthodes

Cette étude adopte une approche centrée sur les récits des parents. Elle repose sur des entretiens avec des parents de jeunes ayant arrêté une formation de degré secondaire II avant l'obtention de leur premier diplôme. Lors de ces entretiens, les parents ont été invités à évoquer les circonstances, le déroulement et leur expérience de cette interruption.

Afin de cerner la diversité des expériences et des situations de décrochage et de reprise de formation, nous avons cherché à approcher des parents aux profils aussi diversifiés que possible, tant du point de vue du statut socio-économique que de la situation familiale ou de la trajectoire du jeune (redoublements, filière interrompue et statut au moment de l'enquête notamment)¹. Au total, dix parents ont été interviewés (cf. Annexe 1). Parmi eux, on compte sept femmes et trois hommes². Dans tous les cas, les deux parents ont été approchés mais seuls trois couples³ ont pu être interviewés – individuellement afin de repérer d'éventuelles différences d'interprétation sur le parcours d'un même jeune. Les parents ont différents niveaux de formation (sans formation post-obligatoire à formation universitaire), d'insertion professionnelle (en emploi ou non) et de trajectoires professionnelles et de formation. S'agissant de la situation familiale, quatre parents sont séparés du père ou de la mère de leur enfant et deux ont vu leur fils ou leur fille quitter le domicile familial lors de son interruption de formation. Les situations des jeunes sont aussi diversifiées : majeurs ou mineurs, ils ont décroché de différentes filières (collège, ECG, CTP, école de commerce, apprentissage dual) ; certains viennent d'interrompre leur formation, d'autres sont suivis par une structure de soutien (TJ), d'autres encore sont en passe de reprendre une formation, l'ont déjà reprise et, enfin, un a obtenu un premier diplôme et poursuit des études supérieures.

¹ La plupart des parents ont été recrutés en collaboration avec la Direction générale de l'enseignement secondaire II. D'autres parents ont été approchés par l'entremise de leur enfant, rencontré au cours de l'enquête réalisée précédemment auprès des personnes suivies par le dispositif Cap Formations (Cecchini 2016). Enfin, un parent a été recruté par le biais d'un autre participant à cette enquête.

² Le refus de nombreux pères sollicités s'explique peut-être par une plus faible disponibilité (ou une réticence) masculine à participer à ce type d'enquête, qui suggère qu'à l'instar des tâches éducatives (Brugeilles et Sebillé 2013), le suivi de la formation tend à être plutôt féminin.

³ Ces couples présentent diverses configurations familiales : le premier est composé des deux parents du jeune qui vivent sous le même toit ; le deuxième est divorcé ; le troisième est formé de la mère du jeune et de son nouveau conjoint.

Bien que le recrutement des participants ait été limité par les réserves de plusieurs personnes sollicitées, nous avons pu accéder à un large éventail de situations personnelles et familiales. Il faut toutefois relever la faible représentation des parents dont le jeune a interrompu une formation professionnelle (un couple seulement). Elle s'explique par le caractère volontaire de la participation à cette étude et les refus de plusieurs parents. À titre d'hypothèse, on peut avancer que la plus grande disponibilité des parents dont l'enfant a interrompu une formation en filière généraliste s'explique par deux principaux facteurs : en premier lieu, un plus fort sentiment de proximité culturelle avec le système de formation et, par extension, avec le chercheur ; en second lieu, une moins grande gravité attribuée au décrochage, celui-ci constituant généralement la première interruption de formation et le jeune disposant encore de plusieurs opportunités de retour en école ou en apprentissage.

De manière à comprendre au mieux l'expérience parentale du décrochage et la façon dont les parents l'intègrent dans le récit de la trajectoire de formation de leur enfant, les entretiens ont été menés de manière aussi peu directive que possible (cf. Annexe 3). La première question invitait à raconter l'arrêt de formation. En fonction des réponses apportées, les relances abordaient ensuite différents thèmes, tels que la scolarité du jeune, les causes du décrochage, la réaction parentale et les stratégies mises en œuvre pour un retour en formation, ou encore la manière dont les parents envisageaient le futur de leur fils ou de leur fille (cf. Annexe 1).

D'une durée de 30 minutes à plus d'une heure, les entretiens ont été intégralement transcrits puis analysés dans une double perspective. L'analyse de contenu (Bardin 2007) a consisté en un repérage systématique des unités discursives se rapportant à une série de thèmes prédéfinis (par exemple le vécu émotionnel du décrochage). Parallèlement, les catégories de sens individuelles ou collectives mentionnées par les parents à propos de leur expérience (par exemple le sentiment d'impuissance) ont été relevées. La seconde approche, biographique, a consisté à dresser un portrait de chaque parent en restituant la chronologie de son récit et les aspects les plus saillants de son témoignage (par exemple la psychologisation des causes de l'échec, l'accent sur les démarches entreprises ou encore l'incompréhension de la situation du jeune).

Enfin, des témoignages de jeunes ont été utilisés à titre d'éclairage pour mettre en évidence les congruences et dissonances dans l'interprétation du décrochage et de la reprise de formation au sein de la famille. Ces témoignages sont issus des entretiens réalisés avec 12 jeunes (cf. Annexe 2) ayant interrompu prématurément leur formation et suivis dans le dispositif Cap Formations, réalisés dans le cadre de l'évaluation de cette structure (Cecchini 2016). Ces entretiens ont à nouveau été examinés avec une attention particulière portée aux causes rapportées du décrochage et aux relations familiales, ce qui n'avait pas pu être fait systématiquement dans la précédente étude. Au total, cette enquête se fonde donc sur 22 entretiens relatifs à 20 familles, pour lesquelles on dispose d'un ou deux témoignages (soit du seul jeune ou d'un seul parent, dans deux cas du jeune et de sa mère et dans trois cas des deux parents).

2. Expériences parentales et vécu familial

L'interruption de formation n'est pas un événement anodin dans les témoignages parentaux. Au-delà des faits rapportés, des causalités établies ainsi que des critiques et des justifications avancées, leurs récits sont traversés par l'expression de sentiments de doute, d'inquiétude, de déception et, souvent, d'impuissance. Des parents s'interrogent sur les causes du décrochage et ce que pourraient cacher les difficultés scolaires en termes de mal-être social ou personnel (relations avec les pairs, souffrance scolaire), voire de santé psychique (dépression, addictions) chez leur enfant. Ils remettent en question leurs pratiques éducatives, cherchent l'assurance d'avoir fait « *tout [leur] possible* » et, parfois, se blâment de ne pas avoir repéré à temps des signes d'un désinvestissement ou d'une souffrance dans la formation (cf. 3.2).

Les parents se préoccupent aussi de l'avenir de leur fils ou de leur fille, percevant, à terme, l'absence de qualification comme un risque pour son intégration professionnelle et sociale. Certains expriment un désenchantement qui est le pendant d'espoirs de voir leur enfant poursuivre un processus d'ascension sociale qu'eux-mêmes ont entrepris par la formation. Florence (40 ans, comptable), qui a repris des études à son arrivée en Suisse il y a une quinzaine d'années et dont la fille a échoué en année préparatoire à l'ECG, espérait ainsi que celle-ci persévère en dépit de ses difficultés scolaires :

« Comme pour chaque parent, c'est une déception. De la tristesse mêlée avec de la déception (...) Aucun parent ne souhaite voir son enfant interrompre ses études... à ce stade-là. Surtout quand on a soi-même fait des études universitaires, on aimerait aussi que son enfant fasse... beaucoup plus que... Et puis quand on voit que son enfant arrête à ce stade-là, c'est pas très... c'est pas très gai. »

Enfin, plusieurs parents expriment des sentiments de fatigue et d'impuissance en constatant que leurs efforts pour maintenir leur enfant dans la formation ou pour l'inciter à y revenir restent vains. Nadia (46 ans, secrétaire) a vu son fils en difficulté avec le système scolaire depuis son entrée au cycle d'orientation (CO). Elle rapporte ses nombreux échanges avec les enseignants et les autorités de l'établissement, puis divers professionnels de soutien (conseiller en orientation, psychologue) lorsque celui-ci interrompt son année en classe de transition. La dégradation des relations familiales et l'échec de ces démarches la conduisent à l'épuisement : « *Tout à coup vous êtes là et [rires] vous n'avez plus d'énergie pour entamer un énième truc, contact... Qu'est-ce que j'en ai essayé des trucs !* »

Pour les parents interrogés, l'interruption de formation initie ou poursuit ainsi une période d'incertitude, marquée par l'expérience d'un décalage multiforme :

- Il touche à la situation effective du jeune par rapport aux représentations parentales de la transition vers l'âge adulte et aux pratiques éducatives qui lui sont associées. Pour plusieurs parents, l'entrée en formation secondaire devrait accompagner un mouvement plus global d'autonomisation et de responsabilisation de soi par le jeune. Se référant à leur propre parcours (« *Moi, à 18 ans, je veux pas dire que j'avais terminé l'apprentissage, mais pratiquement* », affirme Denis, 53 ans, employé de banque), à celui d'un aîné de la fratrie ou encore à ceux d'autres jeunes, ils observent la dissonance entre ces exemples d'une transition « normale » et la trajectoire de leur enfant – en ce sens, ces représentations ont une portée normative.
- Des parents font aussi état du décalage entre leur compréhension de la problématique du décrochage et celle véhiculée par les autres acteurs de la formation (autorités scolaires, enseignants, maître d'apprentissage). Selon eux, ces derniers tendent à en rejeter la responsabilité sur les jeunes et leurs parents sans remettre en question leurs pratiques d'enseignement et/ou d'évaluation (cf. 3.2 et 5.1).
- Plusieurs témoignages parentaux montrent enfin un décalage entre leur propre appréciation de la situation de décrochage et celle qu'ils perçoivent dans l'attitude de leur enfant, souvent jugée désinvolte et passive. Selon ces parents, leur fils ou leur fille reste trop souvent cantonné dans une

vision à court terme et dans le soulagement d'avoir mis fin à une situation d'ennui ou de souffrance scolaire ou professionnelle. Ils signalent leurs difficultés à lui faire saisir les implications à long terme d'une absence de qualification et/ou la nécessité de se soumettre à de nouvelles contraintes pour accéder au métier voulu.

- S'agissant de la reprise de formation, des témoignages laissent apparaître un décalage entre les représentations parentales du jeune et l'image que leur en renvoient des acteurs de la formation (employeurs potentiels, autorités scolaires, conseillers en orientation). Les parents situent le décrochage dans une trajectoire biographique globale qui appréhende leur enfant au-delà de sa conformité aux exigences de l'école ou de l'emploi. Certains dénoncent la « dureté » d'un système où les candidats à la formation sont évalués par des critères essentiellement scolaires et professionnels. Ces parents signalent la difficulté d'articuler une vision de leur enfant comme un être singulier, dont ils sont persuadés qu'il a sa place dans le monde social, et l'image que leur en renvoie un système concurrentiel où il est considéré comme interchangeable et court le risque d'être marginalisé : « *C'est à lui de montrer qu'il est capable... Ça on le sait, au fond de nous on sait très bien qu'il est capable mais il faut qu'il le montre, il faut qu'il soit dans les meilleurs pour être pris là où il veut aller, et malgré tout en n'ayant pas été promu en R1 du cycle, ben ça lui ferme les trois quarts des portes...* » (Lucas, 56 ans, employé communal).

Pendant l'arrêt de formation et jusqu'à la reprise d'une école ou d'un apprentissage, les parents et les jeunes décrivent les relations familiales en recourant à différents registres sémantiques : celui de la solitude et de la séparation, celui de l'opposition et du conflit, ou encore celui de l'alliance. Ces trois registres sont mobilisés dans la description de différents états (ici présentés de façon idéale-typique) des relations entre parents et enfants⁴.

Dans les récits d'alliance, les jeunes reconnaissent une légitimité et une utilité aux questions et aux injonctions parentales. Malgré l'agacement ou les frustrations qu'elles génèrent, ils admettent qu'elles sont nécessaires pour structurer leur quotidien et encourager le retour en formation. De leur côté, les parents soulignent la bonne communication au sein de la famille (ils relatent notamment avoir été informés des difficultés de leur enfant directement par ce dernier) et/ou insistent sur l'implication du jeune et ses initiatives dans la recherche d'une nouvelle école ou d'une place d'apprentissage. Par ces récits, les parents signalent le caractère responsable de leur enfant et dépeignent une famille relativement unie face aux difficultés du jeune et/ou face à des acteurs de la formation dont la position est souvent jugée injuste. Ces récits sont toutefois rares et, à une exception près, ils décrivent des situations où la reprise de formation a déjà eu lieu. Il s'agit donc moins de la description fidèle d'une situation présente que d'une reconstruction a posteriori où les dissensions internes ont probablement été minimisées.

Dans d'autres cas, les jeunes s'élèvent contre des injonctions parentales considérées vaines, voire injustes – c'est le cas notamment de ceux qui s'estiment victimes des instances scolaires. Les tensions qui découlent de la passivité des jeunes (selon le point de vue des parents) ou des pressions parentales (de l'avis des jeunes) se traduisent par des rapports tantôt d'opposition, tantôt de fermeture. La plupart des témoignages des parents et des jeunes font alors état d'un fort sentiment de solitude. Les parents rapportent leurs tentatives de dialogue et relatent des démarches auprès d'écoles, d'employeurs potentiels ou d'instances de soutien, entreprises toutefois sans la certitude qu'elles remportent l'adhésion du jeune. Ils disent aussi leurs difficultés à saisir les motivations, les aspirations et les obstacles auxquels est confronté leur fils ou leur fille :

« Je dirais que de cette période – je le vois parce qu'il est aussi souvent chez moi, hein – il y a des jours où je le trouve bien. Ça me rassure. Il me dit : "Ah non, mais je veux quand même aller en santé, mais je sais pas trop quoi, alors je fais l'ECG en santé comme ça, ça laisse des portes ouvertes, plutôt que d'aller en apprentissage"... Et on pourrait se dire "c'est chouette". Et moi bien sûr quand j'entends ça, je suis contente ! [Rires] Voilà ! J'ai envie d'être rassurée ! Et je vois qu'il est bien, qu'il a tout à coup... qu'il a ça, comme ça. Et tout à coup, deux jours

⁴ Quant aux relations au sein du couple parental, le décrochage les affecte de différentes manières. Bien que les parents se présentent le plus souvent comme des alliés et comme impliqués avec la même intensité dans le suivi de la situation de leur enfant, certains rapportent aussi le désengagement de l'autre conjoint.

après je le vois, bon peut-être qu'il a passé la nuit... qu'il a bu pendant la nuit, qu'il a fumé je sais pas quoi, peut-être qu'il y a aussi des éléments comme ça qui font qu'il est pas bien, mais... Il le dit pas parce qu'il parle peu, mais ce que je vois chez lui, c'est : "Ah, la vie c'est de la merde, donc je sais pas...". Voilà, quelque chose d'un peu plus sombre. » (Martine, 48 ans, éducatrice)

En outre, certains parents signalent leur difficulté à croire à la bonne volonté de leur enfant après avoir découvert des mensonges et/ou dissimulations de sa part. De leur côté, les jeunes concernés se disent conscients de la perte de confiance parentale :

« Mes parents, ben, ils me comprenaient pas ! Et ça, au bout d'un moment, ils avaient plus confiance, hein. Je disais "Mais oui !" À chaque fois que je reprenais une école, je disais "Mais oui ! Ça va aller !" Ils me croyaient pas. Ils me le disaient pas mais je voyais. Ils étaient dans le doute, ils s'attendaient à tout. » (Sarah, 21 ans)

Par ailleurs, plusieurs jeunes se disent incompris dans leurs aspirations et ont le sentiment que leurs parents prennent le parti de l'école plutôt que de les soutenir, allant parfois jusqu'à peindre une opposition entre jeune et adultes.

Dans certains cas, les tensions dépassent le cadre de la formation. Les échanges prennent un tour conflictuel qui affecte l'ensemble des relations familiales, rendant la vie commune difficile. Parmi les jeunes interviewés, deux rapportent ainsi avoir quitté le domicile familial dans les mois qui ont suivi leur interruption de formation. Leurs témoignages, confirmés par ceux de leurs mères, indiquent une incompréhension mutuelle et une dégradation des relations familiales. Une mère souligne ainsi l'incapacité de sa fille à répondre à ses attentes et sa propre incapacité à accompagner cette dernière de façon constructive :

« Il y avait aussi des tensions parce que voilà, moi aussi j'avais des choses à gérer, je me disais : "Mais mince quoi ! J'ai fait des études de..." J'aimerais quand même qu'elle fasse des études, et puis elle comprend pas, et puis elle se bloque, et puis moi j'essaie d'expliquer que voilà, il faut faire plus d'efforts... Et puis voilà. Malheureusement, à un moment c'était vraiment beaucoup de... beaucoup de tensions. Et... et ça n'arrangeait pas non plus les choses. » (Florence, 40 ans, comptable)

L'interruption de formation constitue ainsi une mise à l'épreuve non seulement pour le jeune, mais également pour ses parents et pour la famille. Les parents doivent composer avec différentes sollicitations et injonctions (de la part de leur enfant, d'enseignants et/ou de professionnels de la formation et du soutien) pour empêcher l'arrêt de formation et, une fois celui-ci survenu, aider au retour en apprentissage ou en école. Ils doivent aussi remettre en question leurs conceptions éducatives et leurs aspirations professionnelles pour leur enfant. En outre, ils doivent solliciter les acteurs de la formation et, souvent, faire face à leurs demandes et conseils sans toutefois parvenir à y répondre. Les parents doivent en outre exercer une autorité pour parvenir à ce que leur enfant se mobilise dans son propre projet. Les tensions et les sentiments de fatigue et de solitude exprimés dans de nombreux témoignages illustrent les difficultés liées à la conciliation de ces différentes tâches et responsabilités qui, si elles visent un même objectif (le retour en formation), impliquent l'usage de moyens parfois contradictoires (cf. 4.2).

3. Faire sens du décrochage

3.1 Quatre scénarios d'interruption

Quatre scénarios idéaux-typiques se dégagent des récits parentaux de l'interruption de formation.

Le premier est celui de *l'échec scolaire*. Ce scénario apparaît comme le plus simple du point de vue des modalités et des causes de l'arrêt, soit une non-promotion en fin d'année scolaire ou un renvoi à l'issue d'une période d'essai en entreprise. A posteriori, le décrochage est décrit comme la confirmation d'une scolarité laborieuse. Sur le moment, il déçoit cependant les espoirs parentaux de voir le jeune « *passer son année* ». D'une part, ce scénario se distingue par le fait que l'interruption intervient à l'initiative de l'institution formatrice, et ceci pour des motifs scolaires ou professionnels. D'autre part, les causes du décrochage sont attribuées au jeune, soit en raison d'une attitude délibérée de sa part (manque de travail), soit comme dénouement inévitable de difficultés à répondre aux exigences de la formation. Évoquant la trajectoire de sa fille, non promue à la fin de son année préparatoire à l'ECG, Florence (40 ans, comptable) attribue clairement cet échec à des difficultés d'apprentissage et à un caractère introverti :

« Malgré toute la volonté qu'elle avait, voilà, malheureusement elle a pas pu... elle a pas pu continuer. Parce que côté comportement et tout le reste, tout allait bien. C'est juste que voilà, elle avait juste un peu en dessous, juste la note un peu en dessous et puis voilà. Et puis c'est quelqu'un qui a beaucoup de volonté mais qui malheureusement n'a pas... elle est très timide, très réservée et puis elle a pas beaucoup de capacités... elle avait pas beaucoup de capacités à l'école. »

Le décrochage est aussi narré avec un certain fatalisme dans le scénario de *l'accident*. À la différence des récits d'échec scolaire, celui-ci passe sous silence ou minimise les facteurs d'interruption sur lesquels le jeune aurait pu avoir prise (difficultés d'apprentissage, problèmes de comportement ou désengagement scolaire) et, au contraire, met l'accent sur la malchance. Pour Isabelle (48 ans, concierge), l'interruption de formation de son fils est ainsi causée par un accident quelques semaines après qu'il commence son apprentissage. Absent pendant plusieurs jours, celui-ci « *perd le fil* » et son maître d'apprentissage considère qu'il ne parviendra pas à rattraper son retard. Ce scénario tend à disculper le jeune, victime à la fois du hasard et de l'intransigeance des instances formatrices, à propos desquelles les parents estiment qu'elles pourraient être plus compréhensives :

« Et d'ailleurs il en a un deuxième, de copain, ben je crois qu'il s'est aussi cassé la main et puis lui aussi a décroché quoi.... Ils ont pas pu continuer à suivre les cours, et puis si en pratique ils arrivent pas, ben c'est sûr qu'après c'est fini, quoi ! C'est sûr qu'ils vont pas faire des cours supplémentaires pour eux et voilà. Donc finalement, dès que t'es malade ou que t'as un ennui, ben... on te coupe les vivres, comme on dit ! [Rires] »

La responsabilité du jeune est encore davantage écartée dans le troisième scénario, où l'interruption de formation est narrée sous forme d'une *rupture globale*. Le décrochage s'y donne à voir comme un aspect parmi d'autres d'un processus conflictuel d'exclusion par les institutions d'une part, et de rejet du monde adulte par le jeune d'autre part. Dans ce scénario, les difficultés commencent plusieurs années avant l'interruption proprement dite et sont décrites comme une série d'injustices qui provoquent chez le jeune un sentiment de révolte et le mènent à désinvestir sa scolarité. Les difficultés scolaires s'accompagnent d'un éloignement de la famille et d'une forte conflictualité entre le jeune et ses parents, qui accroissent encore son isolement. Les parents présentent des causes multiples à la rupture et écartent toute responsabilité du jeune : ce dernier est plutôt dépeint comme la victime d'un système de formation et de soutien incapable de répondre à ses besoins.

Le dernier scénario se caractérise par sa complexité et, au contraire, attribue au jeune une grande partie de la responsabilité de l'interruption de formation. Dans le *manque d'engagement*, le décrochage est décrit comme un processus non clairement délimité dans le temps et qui articule différentes étapes. Dans la première s'établissent les conditions du décrochage. Sa description s'appuie sur différents signes identifiés, a posteriori ou sur le moment, comme des indices d'un désinvestissement de la formation : diminution du temps consacré aux devoirs, mauvaises notes, retards, redoublement, absentéisme, voire une première interruption de formation. Ces récits comportent en outre des aspects de dissimulation de la part du jeune, qui tente dans un premier temps de cacher ses difficultés. Dans tous les témoignages, le signalement est donné par les autorités de l'établissement de formation. Les parents se confrontent à leur enfant pour le pousser à reconnaître sa situation. Ces témoignages font enfin apparaître le décrochage comme un problème multi-causal, qui, s'il relève avant tout de la responsabilité du jeune, engage aussi celle de l'établissement de formation pour ne pas avoir signalé plus tôt les absences et/ou pour ne pas avoir su répondre aux difficultés de façon constructive.

Relevons enfin que les récits parentaux du décrochage sont le produit non seulement des réflexions personnelles du narrateur, mais aussi de négociations au sein du couple parental, entre parents et jeunes, entre parents et professionnels et avec le chercheur lors de l'entretien. Les récits analysés à propos d'une même situation ne sont pas toujours consensuels, le jeune et ses parents ne partageant pas nécessairement la même compréhension des événements (cf. 3.2). Des dissonances existent aussi entre les récits des deux parents, en particulier s'agissant de la responsabilité de leur fils ou de leur fille. La fragilité interprétative et narrative qui caractérise les témoignages indique dès lors que le décrochage est à concevoir comme un objet dynamique, soumis à des réinterprétations négociées dans et hors de la sphère familiale.

3.2 Les causes invoquées

Le décrochage bouscule les représentations de la transition entre la scolarité et la vie professionnelle et questionne les représentations et les pratiques éducatives au sein de la famille. Les parents interrogés sont animés par un besoin d'expliquer cet épisode et de lui conférer une signification dans la trajectoire du jeune, d'autant plus que sa compréhension apparaît comme une condition incontournable au retour en formation. Ils s'engagent dans un travail réflexif et narratif pour l'intégrer dans la trajectoire scolaire de leur enfant, évoquant une scolarité compliquée ou, à l'inverse, qui ne laissait pas soupçonner la survenue d'un tel événement. En outre, certains parents dépassent cette interprétation individuelle du décrochage pour l'inscrire dans une histoire familiale marquée par des épreuves qui débordent la formation (divorce, maladie d'un parent).

Dans ce travail narratif, une différence se dessine entre les parents dont l'enfant a déjà repris une formation et ceux qui cherchent à résoudre cette situation. Les premiers la relatent dans un récit linéaire et cohérent, fruit d'un travail de reconstruction et de rationalisation des événements relativement abouti. Pour eux, le décrochage constitue un chapitre clos, bien que des interrogations subsistent parfois quant à ses causes, son vécu par leur enfant et quant aux réponses alternatives que les acteurs concernés (eux-mêmes, institutions de formation et de soutien) auraient pu y apporter. À l'inverse, les parents de jeunes n'ayant pas encore repris de formation disent leurs interrogations, émettent des hypothèses, parfois les contredisent et les reformulent. Bien que certains expriment des certitudes (quant à l'« immaturité » du jeune par exemple), leurs témoignages disent davantage leur incompréhension quant à l'interruption et aux facteurs qui la sous-tendent – s'ajoutent à cela des doutes sur la façon dont le jeune pourra reprendre une formation. Plusieurs parents affirment ignorer comment leur enfant vit cette situation, soit que lui-même semble incapable de s'exprimer à ce propos, soit qu'il refuse tout dialogue en raison de sa nature « introvertie » et « secrète » ou parce qu'il s'est récemment « renfermé ».

Lorsque les échanges avec le jeune ne permettent pas de créer un récit partagé du décrochage, ses parents débusquent des indices dans son comportement (ses relations sociales, ses horaires, son intérêt pour d'autres activités...) et sollicitent des explications auprès des enseignants, des autorités scolaires, des professionnels du soutien, voire d'experts médicaux (médecin, psychologues). En outre, les

parents vont puiser des explications dans la trajectoire de leur enfant. Ils explorent tout d'abord son passé scolaire à la recherche de difficultés similaires à celles qu'ils considèrent comme causes de la rupture ou qui lui sont directement associées (par exemple un manque de motivation dû à une orientation hasardeuse en fin de CO). Certains revisitent aussi leurs propres pratiques éducatives et, notamment, cherchent les sources possibles de ce qu'ils considèrent aujourd'hui comme un manque de vigilance. Ils pointent notamment une tendance à dédramatiser des signes d'alerte (attitude de repli, absentéisme, désintérêt de la formation) en les interprétant comme des manifestations normales de l'adolescence. En outre, le fait que l'enfant ait eu une grande facilité scolaire est parfois vu comme un élément ayant contribué au décrochage – la facilité peut exonérer les élèves de développer des méthodes de travail et d'apprentissage adéquates. Le choix de la formation apparaît aussi comme un moment charnière dans ces récits. Les parents cherchent ainsi à réorganiser des enchaînements d'événements, établissant des liens de causalité hypothétiques entre des faits plus ou moins éparés :

« Je sais pas, ce collègue il aimait pas tellement l'ambiance, il m'avait déjà dit que... qu'il aimait pas trop. Moi j'avais dit, j'avais trouvé dommage parce qu'il avait été au collège X, c'était près de chez nous et il est allé là-bas. Et mon fils c'est plutôt un artiste, donc il faisait de la musique, du théâtre, bref. Et moi je lui avais dit : "Mais tu devrais quand même choisir la filière artistique". Et donc il y avait le collègue Y qui proposait cette filière, mais il a pas voulu, j'ai jamais compris pourquoi. Enfin bref, ça c'est les projections de la mère ! Je l'imaginai mieux là et peut-être que s'il y avait été finalement, il n'y aurait pas eu tout ça. J'en sais rien. Mais moi je sais que ce collègue, heu... je sais pas. Il se sentait pas bien dans ce collège. » (Rebecca, 57 ans, secrétaire)

S'interroger sur les motifs du décrochage scolaire invite à questionner l'internalité versus l'externalité de l'explication qui lui est donnée par les jeunes et leurs parents, c'est-à-dire le processus par lequel ils interprètent, a posteriori, les conduites dont il découle (Dubois 2009). Quelles explications causales les acteurs privilégient-ils lorsqu'ils font le récit de l'interruption des parents ? Citent-ils des facteurs qui dépendent de l'individu (le jeune ou le parent selon qui en fait le récit) ou, au contraire, des raisons qui lui échappent ? En d'autres termes, dans quelle mesure les jeunes et leurs parents se disent-ils responsables du décrochage ?

À la lumière des récits des jeunes, l'interruption apparaît comme le produit de facteurs externes et internes, et dont le poids respectif varie selon les témoignages. Les premiers dépendent des actions d'autres personnes ou institutions et le narrateur en subit les effets. Les seconds sont les facteurs sur lesquels le narrateur conserve une certaine prise. Alors que certains jeunes en rejettent la responsabilité sur les institutions de formation ou leur famille, le décrochage est plus volontiers décrit comme le fruit de leur propre comportement, de leurs inaptitudes scolaires et de leur attitude face à la formation. À noter toutefois que presque tous les jeunes présentent l'interruption de formation comme un problème multi-causal qui les engage en lien avec les institutions de formation. L'interruption est par exemple relatée comme l'aboutissement d'une dégradation des rapports entre le jeune et ses enseignants, où chaque échange engage un peu plus le jeune dans un rapport conflictuel à l'école :

« Au début, c'est souvent pour des raisons de santé, mais après quand on loupe l'école, comme ça, après on devient vite des boucs émissaires des profs, et là c'est fini. C'est tout un... un cercle vicieux : on va pas à l'école, ils nous aiment pas. On a mal, on veut sortir de la classe, on peut pas... Enfin, ça va vite en fait ! Il suffit de dire : "Je peux aller aux toilettes ? – Non, tu peux pas". Et puis tu sais qu'il faut que tu y ailles parce que t'as vraiment mal et... Enfin ça va vite, vite, vite. Et puis moi avec mon caractère, je sais que si je sens qu'on m'aime pas, c'est fini, je laisse plus rien passer. C'est, c'est... je suis sur la défensive et c'est fini. » (Malika, 22 ans)

Les jeunes tendent à appréhender le décrochage au prisme de leurs relations avec le système de formation – des causes environnementales (familiales en particulier) sont parfois citées mais moins en tant que causes que comme facteurs aggravants. De leur côté, les parents produisent des récits plus nuancés où bien que l'expérience de la formation soit centrale, celle-ci est davantage contextualisée dans un contexte personnel, familial et/ou social. En outre, les parents se présentent dans un rôle actif tout au long de la scolarité du jeune – alors que dans les récits des jeunes, ils n'apparaissent parfois

que tardivement, lors de la prise en charge de l'interruption de formation. À divers degrés, tous s'interrogent sur la façon dont ils ont suivi la formation interrompue, dont ils ont réagi aux premiers indices de difficultés et dont ils sont intervenus pour aider leur fils ou leur fille.

Les facteurs liés aux jeunes

Bien que des facteurs externes soient aussi presque systématiquement cités, les parents et surtout les jeunes tendent largement à percevoir l'arrêt prématuré de formation comme le fruit de leurs propres actions.

Les jeunes mentionnent surtout des causes directement liées à leur scolarité récente ou à la formation interrompue, au détriment de facteurs plus anciens et environnementaux (par exemple liés à la famille et au contexte social) – ceci confirme le constat dressé par Bernard et Michaut (2016) d'une attribution causale récente aux facteurs conduisant à l'arrêt de formation. Les difficultés évoquées dépassent généralement le cadre strict des apprentissages. Plusieurs jeunes citent un manque de motivation ou un malaise se traduisant, dans leur forme paroxystique, par de forts sentiments de tristesse et d'angoisse. Ces sentiments sont à la source d'un désengagement scolaire qui se traduit notamment par des difficultés de concentration, un manque d'intérêt pour les matières enseignées, un manque de travail et des absences de plus en plus rapprochées. Des problèmes comportementaux et notamment des conflits avec les enseignants sont aussi fréquents. En revanche, les jeunes interrogés soulignent avoir toujours eu un comportement adéquat en entreprise, ce qui témoigne de leur souci d'être reconnus dans leurs aptitudes professionnelles et donc dans leurs capacités d'insertion malgré les difficultés dans la formation. Enfin, certains mentionnent des erreurs dans la gestion de leur formation, en particulier des choix d'orientation irréfléchis et une faible anticipation de l'échec scolaire ou de ses conséquences sur la suite du parcours de formation⁵. Les récits mettant l'accent sur des facteurs individuels dépeignent ainsi le décrochage comme le produit de fragilités individuelles (scolaire, psychologique, sociale) ainsi que d'erreurs ou de négligences que plusieurs jeunes disent regretter.

Plusieurs parents partagent une interprétation similaire du décrochage. À leurs yeux, leur fils ou leur fille n'a pas pu ou su s'impliquer suffisamment dans sa formation, et ce parfois en dépit de bonnes aptitudes scolaires. Certains retrouvent les prémises d'une forme d'indifférence à l'école (interprétée en termes de « *manque de maturité* ») dans le passage au CO, où elle a été sans conséquences immédiates mais a fragilisé le jeune au secondaire II. Cynthia et Denis expliquent ainsi le décrochage de leur fils, exclu de l'école de commerce pour absentéisme après avoir redoublé une première fois l'année précédente, par un manque d'implication qui remonte à plusieurs années et qu'ils voient cristallisé comme un trait identitaire :

« Ça a jamais été non plus un gros travailleur. Il lisait vite fait, je l'ai jamais vu vraiment travailler mais il a toujours eu la moyenne. Alors je pense que s'il s'était investi il aurait même pu avoir des 5,5, enfin.... Parce que je l'ai jamais vu passer des heures, enfin plus d'une demi-heure par jour, et il arrivait quand même à avoir la moyenne. » (Cynthia, 45 ans, vendeuse)

Du point de vue parental, la question de la motivation se pose toujours derrière un faible investissement scolaire. Plusieurs parents soulignent ainsi le manque d'enthousiasme de leur enfant pour la formation entreprise et thématisent le décrochage comme un problème d'orientation. Celui-ci relève parfois d'une problématique de non-choix. Nadia (46 ans, secrétaire) et son fils, Nils (17 ans), s'accordent à voir un facteur majeur de décrochage dans le passage par une classe de transition, seule option possible du fait de ses mauvais résultats scolaires. À l'inverse, la possibilité d'opter pour différentes orientations conduit certains jeunes, généralement encouragés par leurs parents, à différer le choix professionnel proprement dit. Rebecca, Denis et Cynthia, Patrick et Martine, ainsi que Lydie rapportent que leurs fils ont opté pour une voie généraliste (le collège ou l'école de commerce) à défaut d'aspirations concrètes et se sont désinvestis d'un cursus auquel ils ne parvenaient pas à trouver un sens. À noter qu'un projet de formation clairement défini mais que le jeune ne parvient pas à

⁵ En année préparatoire à l'ECG, Julien (19 ans) relate ainsi s'être désinvesti de sa scolarité après avoir trouvé une place d'apprentissage pour l'année suivante ; non promu à la fin de l'année, il n'a pas pu se réinscrire à l'ECG quand il a été licencié de son entreprise.

réaliser est aussi cité comme cause de décrochage, non pas parce que le jeune interrompt sciemment sa formation, mais parce qu'il ne parvient pas à trouver une place d'apprentissage correspondante.

Aux facteurs personnels s'ajoutent des causes qui, bien qu'elles soient également liées aux jeunes, engagent moins leur intentionnalité. Certains jeunes et parents évoquent des difficultés d'apprentissage ou un rythme d'acquisition trop lent par rapport au rythme d'enseignement. Une mère explique la non-promotion de sa fille par sa phobie des situations d'évaluation. Deux autres mentionnent des difficultés d'adaptation lors de la transition du primaire au secondaire I ou du secondaire I au secondaire II, notamment en termes d'autonomie et de relations entre élèves et enseignants. Le décrochage est alors présenté comme la conséquence d'une incapacité à répondre aux exigences de la formation, ceci en dépit des efforts consentis. Des problèmes d'addiction ou de problèmes de santé sont aussi évoqués : des jeunes et des parents citent des absences pour maladie ou accident et une incapacité à récupérer le retard accumulé ; d'autres mentionnent la consommation de substances psychoactives comme facteur d'aggravation des difficultés scolaires.

Enfin, plusieurs parents et jeunes évoquent l'adolescence comme un élément contextuel qui contribue aux difficultés rencontrées dans la formation. En décrivant le décrochage comme la conséquence malheureuse d'une attitude « normale » (insouciance, rébellion), plusieurs jeunes en relativisent le caractère transgressif. De leur côté, plusieurs parents décrivent leur fils ou leur fille comme traversant une période de changements et de doutes qui affectent son engagement scolaire ainsi que son aptitude à se situer et à se projeter dans le monde professionnel et dans la vie adulte. Source d'inquiétudes, l'adolescence permet de relativiser le décrochage en l'expliquant comme une conséquence de désordres sociaux et/ou biologiques caractéristiques de cet âge social. Pour les parents, l'enjeu consiste alors à repérer dans le comportement de leur fils ou de leur fille les signes d'une adolescence « normale » ou « anormale » et à interpréter les remises en question, l'apathie et/ou le renfermement ainsi que ses comportements transgressifs (ou leur absence⁶) comme « une question d'âge » ou comme des symptômes d'un « réel problème ». Plusieurs parents s'inquiètent par ailleurs d'un prolongement de cette transition et s'impatientent de voir leur enfant adopter un comportement plus « adulte ».

Les facteurs liés à la famille

Dans plusieurs témoignages de parents et de jeunes, l'interruption de formation est narrée comme le produit de problèmes familiaux. Ces derniers sont toutefois évoqués de façon peu détaillée et parfois à contrecœur. Ces réserves, en particulier chez les parents, pourraient traduire un « refus d'ingérence » et une résistance à leur culpabilisation par des acteurs du système de formation (Blaya 2010a).

Tensions entre parents et enfants, séparation, maladie d'un membre de la famille, absence d'un modèle d'identification positif sont dépeints comme autant de sources de fragilisation et/ou de désengagement scolaire. Bien que des jeunes mentionnent aussi de tels facteurs, ils apparaissent de manière plus récurrente et développée dans les témoignages parentaux, ce qui témoigne chez certains d'un fort sentiment de responsabilité vis-à-vis des difficultés de leur enfant.

⁶ Étant considérés typiques de cet âge social, l'absence de comportements transgressifs est parfois source d'inquiétude, comme l'illustrent les propos de Cynthia (45 ans, vendeuse) quant à l'attitude de son fils, dont il faut noter qu'ils posent aussi la question du regard posé sur les pratiques de sociabilité numériques : « Lui, il fait pas de conneries, il sort pas, il boit pas, il aime pas l'alcool. Tant mieux tant qu'à faire, mais c'est vrai que quelque part ça serait mieux qu'il profite de la vie maintenant. Ouais de sortir, de... d'avoir une vie sociale et pas que son téléphone, où il parle à des gens, à la limite qu'il verra jamais de sa vie parce qu'ils habitent au fin fond de la planète. »

Des parents responsables

Martine (48 ans, éducatrice) relate le parcours de son fils en se référant systématiquement au contexte familial et à ses propres pratiques éducatives – un autre de ses enfants connaît des problèmes semblables, ce qui renforce à ses yeux la thèse de la responsabilité parentale. Elle évoque son divorce et ses possibles conséquences sur l'investissement scolaire de son fils, sur son développement psycho-affectif ou sur la cohérence du suivi scolaire. Elle relève un contexte émotionnel peu favorable et un « *manque de tissu familial* » qui se manifeste dans des pratiques éducatives différentes ou au contraire des injonctions redondantes de la part des deux parents :

« Une garde alternée, c'est pas toujours cohérent, il y a une semaine chez l'un, une semaine chez l'autre, on fait quand même les choses différemment, on est quand même différents. Après, avec son père, on a essayé le plus possible de faire les choses mais c'est pas évident ! Déjà en couple – mais là on s'est divorcés c'est pas pour rien – il y a des blessures, il y a de la souffrance (...) Donc là-dedans, est-ce que nos enfants... Je pense qu'on souffre toujours d'une séparation en tout cas. Enfin c'est une question que je me pose. Parce que moi, j'ai une manière de coacher tout ça, et tout à coup il est loin une semaine et... enfin quand il était plus petit... on perd le fil, hein ! C'est pas très continu, et l'autre a peut-être dit d'autres choses, on sait pas. Et maintenant des fois c'est pareil, il me dit : "Ah ! Mais papa il m'a déjà dit ça 10 fois ! C'est bon, j'ai compris". Après il arrive chez moi et moi je recommence à pleins tubes, parce que j'ai pas le vécu de ce qui s'est passé avant. »

Face à différents signaux d'alarme, Martine dit par ailleurs avoir cherché des explications dans le contexte de formation et les circonstances de vie du jeune avant de prendre la mesure du problème : « *Bon, je voyais bien qu'il se mettait pas vraiment à travailler, c'est clair. Mais je m'y attendais pas du tout. Donc je me suis dit "bon là il a pas l'habitude de travailler, c'est un grand saut, c'est aussi en bilingue, bon c'est pas grave non plus. Il répète et voilà » [rires]. Donc ça a commencé comme ça. »*

Enfin, elle rapporte aussi s'être laissée rassurer, à tort, par son fils : « *Vis-à-vis de moi, c'est "oui oui, mais t'inquiète pas, je fais, ça va aller, il y a pas de souci, je fais..." Il m'a toujours un peu "endormie", entre guillemets ».*

Dans la plupart des récits toutefois, les facteurs familiaux sont mentionnés comme ayant contribué aux difficultés du jeune de manière seulement indirecte. À cet égard, plusieurs parents font mention de leurs pratiques de suivi scolaire et remettent en question leur réaction face à l'apparition de difficultés dans la formation de leur enfant. Certains regrettent ainsi de ne « *pas avoir vu venir* » des problèmes scolaires ou comportementaux ou de ne pas y avoir réagi suffisamment tôt, que ce soit lors de la formation interrompue ou en amont, durant le CO. Les témoignages indiquent que face aux indices de difficultés, les parents peinent à évaluer la gravité de la menace sur la formation de leur enfant. La distinction entre des difficultés « normales » ou non, ou un manque de motivation passager ou durable, est difficile à opérer. Aux efforts de rationalisation parentaux s'ajoute le fait que dans un premier temps, certains jeunes cherchent à rassurer leurs parents en omettant, en minimisant ou en niant les problèmes rencontrés.

Finalement, plusieurs parents expliquent l'interruption de formation par un soutien insuffisant à leur enfant face aux instances de formation, lui-même générateur de tensions et de conflits dans la famille. Décrivant une situation de forte conflictualité avec plusieurs acteurs du champ scolaire, Nadia (46 ans, secrétaire) explique aussi s'être progressivement désinvestie de la défense de son fils dont elle estime qu'il a été traité injustement. Elle pointe aussi le désinvestissement paternel comme un facteur aggravant :

« Lui, il avait carrément coupé le dialogue, quoi. C'était catastrophique. Lui, vraiment ça a été n'importe quoi... ça c'est sûr. Ça, c'est clair que ça aide pas du tout. C'est clair que ça, c'est un problème qu'on avait, ça c'est sûr... Donc, entre un père qui se mobilise pas du tout et... et ouais la situation comme elle était à ce moment-là, non c'était... »

Les facteurs institutionnels

Des récits présentent plus clairement l'interruption de formation comme découlant de facteurs liés au système de formation. Parmi les jeunes, certains dénoncent des injustices scolaires (problèmes relationnels avec des enseignants, mauvaises notes non méritées) ou signalent de mauvaises conditions d'apprentissage (mauvaises relations avec des collègues de travail ou refus d'une place d'apprentissage à des conditions jugées trop mauvaises). La rigidité évaluative des institutions de formation est aussi parfois signalée, en particulier comme cause d'un échec scolaire. Ainsi, un jeune cite le refus par son maître d'apprentissage de reconduire son contrat en le faisant passer à une filière scolairement moins exigeante (de CFC à AFP) et plusieurs rapportent une attitude jugée intransigeante face à une moyenne insuffisante :

« Je m'attendais à être promu mais j'étais pas promu, à cause d'une seule note en plus. En fait, on avait droit à deux notes en dessous de la moyenne. Tu peux demander une dérogation s'ils voient que t'as bien travaillé, que tu veux faire les efforts, tu peux même faire une carte pour les inciter à te garder. Moi, j'avais une troisième note que je m'y attendais vraiment pas, en fait c'était un prof qui m'aimait pas du tout. Il m'aimait pas, il croyait que je parlais mal de lui alors que je parlais jamais mal des profs. Moi, je savais que c'était moi le problème, que je travaillais pas, donc je voyais pas l'intérêt d'insulter un prof ou de parler mal de lui si lui il faisait juste son travail. S'il voulait s'énerver contre toi ou te renvoyer, il avait le droit. Et... il m'aimait pas du tout donc il m'a mis 3,2 de moyenne, donc c'est à cause de ça que j'ai pas passé l'année. » (Léon, 17 ans)

À l'instar de Léon, il convient de souligner que les jeunes qui attribuent une telle causalité externe au décrochage nuancent presque toujours cette interprétation en y ajoutant une part de responsabilité propre (manque de travail, problèmes comportementaux).

La faute à l'école

Seuls deux jeunes insistent sur l'explication institutionnelle et minimisent les causes personnelles. Nils (17 ans) remonte ainsi à son expérience au CO pour trouver les causes de son abandon en classe de transition. Il en désigne un enseignant, les autorités du CO et plus largement le système de formation comme responsables, bien qu'il décrive sa propre attitude comme très réfractaire face à l'école. Nils poursuit par une critique plus globale du système de formation. Il dénonce la stigmatisation des élèves orientés vers les filières les moins exigeantes, à qui on attribue une identité scolaire négative et qui développent en conséquence un sentiment de révolte et se démotivent de leur formation. Selon lui, le même phénomène se poursuit lors de la transition au secondaire II, où les élèves orientés vers les classes de transition voient renforcée leur identité de « mauvais élève ». Enfin, comme cause plus récente de son décrochage, il dénonce le désengagement du Centre de transition professionnelle vis-à-vis des élèves, rendu manifeste par l'indifférence des enseignants face à leurs absences :

« Les profs ils disaient, je sais pas, au bol : "Ah, Ismaïl il est encore pas là". Ils cochent même pas l'appel, rien : "Ah, Ismaïl il est encore pas là". Comment ça, "il est encore pas là" ? Tu t'en fous, en fait, qu'il soit "encore pas là". Vous avez envie de lui dire : "Mais vous avez rien à dire de plus ? Qu'il soit là ou pas, en fait ça change rien ?" Pour moi, on peut pas étudier dans ces conditions. »

Chez les parents, la critique du système de formation est plus présente. Elle s'exprime en des termes plus globaux (« l'école », « le système de formation »...), ce qui traduit un recul plus important face aux événements ayant conduit au décrochage et, peut-être, des compétences critiques et un sentiment de légitimité à questionner les institutions plus affirmés que chez les jeunes. Un premier type de causes invoquées regroupe les problèmes liés à l'organisation et au fonctionnement des institutions de formation au secondaire II et au CO. Des parents pointent le système d'orientation vers les différentes filières du CO comme une source de pression et de stigmatisation des élèves peu scolaires. Le renvoi au jeune d'une identité négative est relevé à plusieurs reprises, que ce soit par l'orientation vers des filières à faibles exigences ou par la dévalorisation de ces filières. Dans les échanges avec les

enseignants et les autorités du CO, une mère dénonce aussi la culpabilisation des parents (« Clairement, on nous disait qu'on avait un problème à la maison ! Qu'il fallait aller voir des gens... ») et s'élève contre les pratiques de communication de certains enseignants concernant les problèmes de comportement de son fils :

« Après deux semaines qu'il était au cycle, une prof, elle écrivait : "Entrée au cycle catastrophique". C'était du style "ça ira jamais". Mais enfin, un gamin qui débarque au cycle, vous voyez qu'il y a des difficultés, vous le mettez pas noir sur blanc comme ça ! Vous prenez le téléphone, vous m'appellez, je sais pas : "Il y a un souci", on en parle... » (Nadia, 46 ans, secrétaire)

Des parents mentionnent aussi la transition vers le secondaire II comme source de fragilisation du parcours de formation de leur enfant, notamment lorsque la nouvelle formation requiert un niveau d'autonomie élevé (collège) ou lorsque la personnalisation des cursus empêche les élèves de s'appuyer sur un collectif suffisamment solide (la classe).

Au-delà de ces critiques adressées au système de formation, certains parents dénoncent des méthodes pédagogiques jugées inadéquates de la part d'enseignants sur lesquels l'élève a eu la « malchance » de tomber. L'apprentissage par cœur de matières jugées peu utiles est notamment en cause. En outre, des parents considèrent particulièrement problématique le fait que des enseignants « enfoncent » des élèves et qu'ils ne se montrent pas suffisamment compréhensifs et constructifs face à leurs difficultés scolaire ou personnelles.

Des problèmes sont aussi cités dans la prise en charge des difficultés scolaires au secondaire II, d'une part dans les **relations directement entre les autorités de l'établissement et l'élève**. Patrick (53 ans, éducateur), dont un fils a connu un parcours de désengagement de sa formation au collège sur deux années, regrette ainsi que le discours adressé à son fils conforte davantage la perspective de l'échec qu'il ne laisse espérer une possible reprise :

« Je veux dire, c'est comme le fait de, de lui dire que le collège, il a plus aucune chance, ou alors... c'est même pas comme ça. C'est pas : "T'as plus aucune chance", c'est : "Ça serait un miracle que tu arrives à sauver ta présence, la perspective du collège". Qu'est-ce qu'il entend, lui ? Il entend que c'est foutu. Ben du jour au lendemain il y va plus, parce que l'effort est trop grand. Il arrive déjà pas à fournir un effort moindre, et là on lui dit : "Non mais l'effort est énorme..." – "Bon, ben j'y vais plus !" [Rires] Inconsciemment, il attendait que ça, hein. »

Des sanctions contre-productives vis-à-vis de la situation du jeune, telles que des heures de retenue ou un renvoi pour des absences non justifiées, sont aussi signalées comme un facteur de décrochage, d'autant plus lorsqu'elles interviennent dans un contexte de faiblesse du lien institutionnel entre école et élève. Pour certains parents, les autorités de l'établissement de formation et les enseignants se montrent en effet peu intéressés par la situation de l'élève, qui en retour ne développe qu'un faible sentiment d'obligation à leur égard. Patrick (53 ans, éducateur) voit ainsi dans la « légèreté » des démarches de désinscription du collège, que s'apprête à quitter son fils, l'expression d'une forme d'indifférence institutionnelle face au décrochage :

« Il va se désinscrire mais ça va être juste une démarche administrative, il va croiser peut-être le prof dans le couloir, quoi ! Je veux dire, c'est quoi le partenariat ? Qu'est-ce que ça veut dire pour lui ? C'est quoi le collège ? Il quitte le collège, c'est... c'est juste une institution comme ça où on prend son ticket, ou... Je veux dire, il y a pas de lien ! Il y a pas de contrat ! C'est qui l'autorité ? Qu'est-ce que ça veut dire ? Le minimum, quand on envisage une désinscription, c'est qu'il puisse au moins retrouver le prof et la doyenne, éventuellement les parents... [rires] et encore les parents je dirais que c'est pas les plus importants mais... mais qu'il y ait un partenariat au moins avec l'autorité représentative du collège. »

De manière plus générale, ce parent dénonce aussi le manque de moyens internes à l'institution de formation pour accompagner les élèves en situation de décrochage :

« Enfin, quand j'ai appris de mon fils que le troisième rendez-vous avec la psychologue... il n'y avait pas d'autre rendez-vous de pris, donc ça y est : on part, on flotte. Alors là, je l'ai contactée et elle m'a expliqué que non, elle a pas les moyens. Donc voilà, si on n'est pas derrière, le jeune qui, qui flotte... sa matière à lui c'est de flotter ! [Rires] Non mais c'est pour ça qu'il décroche, hein !... »

D'autre part, plusieurs parents estiment aussi que des dysfonctionnements dans les **relations entre les différents acteurs institutionnels qui interviennent dans la situation de décrochage** (avant que celui-ci ne soit formalisé par une désinscription de l'établissement) participent aussi à l'interruption de formation. Des parents dénoncent des problèmes de communication et de coordination au sein de l'établissement scolaire, notamment le manque de dialogue entre les différents enseignants impliqués dans le cursus d'un élève – un père dénonce le fait que le nouvel enseignant responsable de son fils n'ait pas été informé qu'il avait déjà connu des problèmes d'absentéisme l'année précédente. Certains signalent également des lenteurs dans la sollicitation de ressources externes supposées intervenir de façon précoce pour répondre au désengagement scolaire. En dépit des signaux d'alarme, la réponse est jugée parfois tardive. Patrick (53 ans, éducateur) relate ainsi avoir été dans un premier temps informé des problèmes d'absentéisme de son fils par son enseignant. Le dialogue noué a permis d'évoquer des pistes de soutien qui ont fait espérer une réponse rapide et efficace, mais elles ont été activées trop tard :

« La question de la villa Lullin, elle a été évoquée par mail, entre le prof et nous, parents, au mois de décembre. Je me suis dit : "Ouais c'est chouette, ça bouge quoi". Au mois de janvier heu.... Bon, ça devait être discuté éventuellement déjà avec Jérôme, le prof et le doyen au mois de décembre. Ça s'est pas fait. Au mois de janvier, j'ai sollicité le prof, j'ai dit : "Ouais, alors ça bouge ? Qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce qu'on attend ? Quel est le timing ?" Il m'a dit "J'attends le conseil de classe, fin janvier début février, je vous donnerai des nouvelles". Et après, c'était les vacances de février et la réponse c'était que c'était trop tard. Là il y a un problème de timing... Un problème de réactivité, un problème de... de vision aussi ! Clairement. Enfin, de connaissance des moyens d'aide, de soutien. Là il y a un problème. »

Enfin, certains parents estiment qu'ils doivent se montrer très actifs afin d'obtenir des informations complètes quant à la situation de leur enfant et pour que des solutions de prise en charge soient mises en place. Patrick décrit ainsi son rôle dans la sollicitation du réseau de soutien :

« Quand j'ai vu la psychologue scolaire l'autre jour, je lui ai demandé qu'on puisse faire une réunion avec mon fils, nous, elle, son prof principal, son responsable de groupe et la doyenne ! Voilà, et qu'on puisse mettre les choses sur la table, faire le point sur quel est le projet aujourd'hui : est-ce qu'il va se désinscrire ou pas, et pourquoi ? Qu'est-ce qu'il en est de l'inscription à l'ECG par exemple ? D'envisager d'autres perspectives... Mais qu'au moins ça, ça puisse se poser... dans un travail de partenariat, mais en direct, pas comme maintenant... dispersé et... Je veux dire, ça va se faire, donc ça va se faire le 13 avril... mais ça va se faire à la demande des parents, donc à ma demande. Et pour moi, ça, c'est un problème. Je pense que c'est un problème fondamental, un signe que le réseau fonctionne pas, et que les profs, ou le collègue de manière générale travaille de manière repliée sur lui-même. »

Les causalités invoquées dans les récits du décrochage diffèrent, mais il convient d'en retenir les observations suivantes. Bien que chez les jeunes, les récits du décrochage comportent des éléments visant à les disculper en désignant une causalité externe (mauvaises relations avec un enseignant par exemple), le sentiment de responsabilité personnelle est largement partagé. De leur côté, les parents expriment davantage de doutes et avancent des explications hypothétiques plus que factuelles. Ils attribuent le décrochage à une association de facteurs (dont le poids respectif varie selon les cas) liés à leur enfant, à leurs propres pratiques éducatives, à la famille, au groupe de pairs, à des enseignants ou plus largement, au système de formation. À leurs yeux, l'interruption est donc due non seulement au jeune, mais aussi à l'activité (ou à la passivité) des personnes et/ou instances directement ou indirectement impliquées dans la formation et dans la prise en charge des difficultés scolaires.

4. Le retour en formation

Le processus de reprise d'une école ou d'un apprentissage peut prendre de quelques mois à plusieurs années. Sa durée dépend de plusieurs facteurs, dont certains agissent sur le retour proprement dit (maturation du projet de formation et stratégies de reprise, échéances liées au calendrier scolaire, disponibilité des places d'apprentissage) et d'autres sur la stabilisation du jeune dans la nouvelle formation. Certains jeunes effectuent plusieurs allers-retours entre des phases de formation et de non-formation alors que pour d'autres, l'interruption représente un écart unique dans un parcours par ailleurs linéaire. Dans ce dernier cas, le décrochage est généralement relaté comme une parenthèse désormais fermée, qui réintègre le jeune dans une trajectoire considérée stable, surtout une fois passées les premières épreuves de la nouvelle formation (premiers tests scolaires, passage en 2^e année). La confiance exprimée par plusieurs jeunes et parents concernés peut faire l'objet de plusieurs lectures : elle exprime le sentiment (ou l'espoir) que le jeune a « *vraiment raccroché* », mais peut aussi indiquer une relative méconnaissance d'un processus de reprise parfois plus complexe. À l'inverse, les récits d'interruptions multiples présentent la reprise comme un état plus fragile. Tout en s'en réjouissant, les parents restent dans un état de relative alerte, soit parce que les difficultés qui avaient entravé précédemment la formation ne sont pas résolues, soit plus généralement parce qu'ils se montrent conscients des aléas susceptibles de la menacer.

4.1 Le rôle de la famille

La famille constitue un espace où le retour en formation est discuté, travaillé, négocié – ou au contraire tu, mais où il pèse sur les échanges entre parents et jeune. Les jeunes et les parents dépeignent la famille comme un espace d'incitation au retour en formation. Celui-ci engage en premier lieu les jeunes et leurs parents. Les jeunes rapportent des encouragements ou une mise sous pression de leur part, qui s'accompagnent parfois d'une aide plus pratique pour choisir une nouvelle filière, entrer en contact avec des employeurs et des écoles, ou encore constituer leur dossier de candidature.

De leur côté, les parents disent leur préoccupation vis-à-vis du décrochage et énumèrent les démarches, souvent nombreuses, effectuées pour un retour en école ou en apprentissage. Celles-ci se traduisent notamment par un suivi plus intensif de leur enfant et un soutien qui combine, à divers degrés, une composante émotionnelle, une composante réflexive et une composante plus pratique⁷.

La **dimension émotionnelle** s'exprime dans des échanges directement focalisés sur la formation et dans d'autres qui portent davantage sur la gestion des activités quotidiennes. Plusieurs parents soulignent leur persévérance et leur présence constante auprès de leur fils ou de leur fille pendant la période suivant le décrochage :

« On l'a pas lâché, on l'a pas abandonné, on n'a pas dit : "Bon, ben... fais ce que tu veux maintenant, débrouille-toi..." Non. Enfin, on a essayé de voir avec lui les possibilités, les ouvertures. » (Rebecca, 57 ans, secrétaire)

Les jeunes en situation de décrochage tendent à souffrir d'une image de soi négative, marquée par l'échec et, au quotidien, un sentiment d'inutilité (Cecchini 2016). Plusieurs parents disent chercher à restaurer leur confiance en soi et effectuent pour cela un véritable travail émotionnel (Hochschild 1979). Ce travail porte à la fois sur leurs propres sentiments et ceux de leur enfant : tout en s'efforçant de ne pas se laisser gagner par le découragement, ils tentent de lui exprimer de la confiance afin de susciter chez lui un état d'esprit propice à son engagement dans les démarches nécessaires au retour en

⁷ Ces dimensions s'observent aussi dans la façon dont les jeunes décrivent le soutien dispensé par leur case manager dans le dispositif Cap Formations (Cecchini 2016).

formation. Les difficultés rencontrées par le jeune sont toutefois source de déceptions auxquelles les parents doivent faire face tout en affrontant leurs propres sentiments :

« Il se dénigre un petit peu quand même : "Oh j'arrive à rien ! Vie de merde ! Pas envie ! Il y a rien qui marche !" C'est vrai que quand on est ado c'est difficile, hein, surtout que quand on voit les copains, ben eux ça marche et tout alors que lui est là... Il se sent un peu à part quelque part... ce que je peux comprendre. Et moi en tant que parent, c'est pas évident à gérer non plus parce qu'il a des moments de colère, des moments de tristesse, c'est un peu... » (Isabelle, 48 ans, concierge)

Du côté des jeunes, plusieurs témoignages indiquent que la famille constitue parfois un espace de valorisation, où sont reconnues leur persévérance et qualités personnelles. La confiance exprimée par les parents est ainsi dépeinte comme un facteur de réassurance et de motivation. D'autres témoignages dépeignent des relations plus distantes, marquées par des tensions et une méfiance qui renforcent l'isolement du jeune et le confortent dans une identité négative. Comme l'illustre le cas de Nils (17 ans), dont les relations avec ses parents se sont dégradées au point de conduire à son placement en foyer, la famille peut aussi constituer un obstacle au retour en formation.

La famille est aussi un **espace de réflexion et d'échange** où s'expriment des aspirations et se (re)construisent des projets de formation. Des jeunes et des parents rapportent ainsi comment ces derniers cherchent à connaître leurs centres d'intérêt et/ou se posent en modèle ou en contre-modèle en termes de formation ou d'insertion professionnelle. Plusieurs parents se montrent particulièrement investis dans cette tâche, qu'ils conçoivent comme un préalable nécessaire au retour en formation. Les parents expriment d'ailleurs une forte inquiétude face à un jeune qui n'exprime aucun goût ni dégoût en termes de formation et bouscule ainsi une représentation dominante de l'orientation guidée par le choix personnel.

L'engagement parental signale aussi l'existence d'attentes plus ou moins explicites et plus ou moins ambivalentes concernant le devenir professionnel du jeune. Plusieurs jeunes décrivent des attentes parentales passées qui traduisent une vision de la formation comme tremplin d'ascension sociale (préférence pour des filières généralistes, en école ou pour certains apprentissages) ; tout en assumant leurs ambitions, les parents affirment avoir plutôt insisté sur l'intérêt de l'enfant comme principal critère d'orientation. Les difficultés éprouvées dans la formation interrompue remettent cependant en cause ces attentes et à l'heure de chercher une nouvelle formation, les jeunes rapportent des injonctions davantage orientées vers leurs goûts : *« Ce qu'ils veulent surtout, c'est que je travaille dans un truc que j'aime ! »* (Hugo, 21 ans). Cette posture, que confirment les témoignages de plusieurs parents, est à la fois instrumentale – elle reconnaît le libre choix et les affinités personnelles comme d'importants facteurs de motivation (*« parce qu'ils savent que si j'aime pas, je vais pas rester longtemps ! »*, poursuit Hugo) – et défend ces critères d'orientation comme étant légitimes en soi. Enfin, certains parents considèrent le décrochage comme une opportunité de réorientation, voire comme partie intégrante d'une démarche exploratoire⁸ vers un métier correspondant aux affinités de leur enfant. Lydie (46 ans, éditrice) justifie son soutien à son fils dans son choix d'arrêter le collège par des motifs de cet ordre :

« Après, il y a aussi les parents qui disent "tu finis, je m'en fiche !" Moi je suis pour l'épanouissement dans la mesure du possible, donc si on va faire quelque chose pour le restant de notre vie qui n'est pas quelque chose qu'on aime, ben c'est pas super [rires]. Donc je préfère qu'il fasse sa crise maintenant et qu'il fasse après quelque chose qu'il aime faire. Même si c'est pas ce qui va le faire milliardaire ou je sais pas quoi, mais au moins qu'il soit heureux de ce qu'il fait. »

Cette observation ne signifie cependant pas que les opportunités de formation sont seulement évaluées à l'aune des affinités des jeunes. Les parents considèrent (et parfois imposent) aussi des orientations plus pragmatiques, c'est-à-dire pour lesquelles leur enfant présente un intérêt plus limité mais qui sont

⁸ Ce type de démarche est généralement « réservé » aux élèves promus de regroupements exigeants et qui prolongent un état d'indétermination en termes d'orientation en se dirigeant vers des filières généralistes (Kaiser et Rastoldo 2007).

plus accessibles. De leur côté, plusieurs jeunes interrogés témoignent revoir leurs aspirations à la baisse en s'orientant vers un « plan B » ou en visant une filière scolairement moins exigeante ou plus facile d'accès (en école plutôt qu'en entreprise). Ceci indique que si le goût reste un référent central pour définir un projet de formation, sa construction comprend une anticipation des chances d'accéder à une formation. Les entretiens réalisés avec les jeunes montrent qu'un choix pragmatique est cependant souvent rationalisé comme un choix par goût (Cecchini 2016), ce qui témoigne d'un processus d'intériorisation des chances et du besoin, pour adhérer au projet de formation, de le considérer comme un choix personnel. Cette posture signale la revendication d'une certaine « normalité » dans le choix professionnel des jeunes « décrocheurs », celui-ci devant être effectué selon les mêmes critères que pour ceux ayant une trajectoire de formation plus linéaire.

Quant aux parents, bien que la formation reprise corresponde rarement aux projets formulés à l'issue du CO, ils l'évaluent presque toujours positivement. Alors que certains la présentent comme une autre voie pour réaliser les aspirations premières, d'autres y adhèrent plus directement et font valoir des valeurs alternatives liées au métier appris (haut niveau de compétences, résistance physique), au monde du travail (relations avec des collègues) ou à une entrée plus rapide dans l'âge adulte (indépendance financière). En plus d'un sentiment de soulagement, la satisfaction des parents indique la construction d'un nouveau regard porté sur la formation et le monde professionnel ainsi qu'une modération des attentes pour leur enfant (ou leur report temporel).

La famille est enfin **un espace de soutien pratique** au retour en formation. D'une part, les témoignages des jeunes et des parents mentionnent une aide parentale concrète : rédaction de lettres, correction du CV, sollicitation du réseau personnel et professionnel pour effectuer des stages, recherche de places d'apprentissage, recherche d'informations sur des écoles, orientation vers des professionnels et des structures de soutien ou encore accompagnement du jeune lors d'une première rencontre avec un professionnel du soutien. Les ressources culturelles et sociales des familles jouent alors un grand rôle ; mais celles-ci étant inégales, les jeunes ne bénéficient pas tous du même soutien. La méconnaissance du système suisse et des filières actuelles de formation, le manque de compétences linguistiques, le faible réseau professionnel et la méconnaissance du réseau institutionnel impliqué dans la problématique du décrochage sont autant de facteurs cités par les parents et les jeunes comme des freins au soutien parental.

Cette aide pratique se traduit, d'autre part, par un accompagnement quotidien vers le retour en formation. La famille participe ainsi à structurer la vie quotidienne du jeune en lui imposant des horaires, des activités et des démarches directement orientées vers le retour en formation. La cohabitation avec d'autres personnes dont le quotidien est scandé par des obligations professionnelles impose un rythme généralement décrit, tant par les jeunes que par leurs parents, comme un cadre nécessaire pour éviter de « *tomber* » dans l'inactivité.

4.2 Accompagner vers l'autonomie

« Après, vous allez me dire : "Mais c'est Jérôme qui doit prendre les choses en main !" Mais qu'est-ce qu'on fait quand le gamin, il prend pas les choses en main ? Moi c'est... voilà, osciller comme ça entre autoritaire et... moi quand même, je vais pas lui faire... lui faire son CV. C'est à lui de le faire ! Comment on fait, s'il le fait pas ? On fait... On punit ? On punit comment ? Quand c'est un adulte... » (Martine, 48 ans, éducatrice)

Le décrochage intervient dans un contexte d'autonomisation des jeunes. Ce processus implique une prise de distance progressive entre les parents et leurs enfants, nécessaire pour que ces derniers apprennent à se fixer des normes, des objectifs, ainsi qu'à trouver et mettre en œuvre les moyens nécessaires pour les atteindre – en d'autres termes, qu'ils maîtrisent les règles de leur vie (De Singly 2000). À cet égard, les parents sont les médiateurs de l'autonomie entendue comme un parcours de maturation par lequel le jeune se construit en tant qu'acteur social et répondant aux valeurs dominantes – l'autonomie est aussi une norme (Cicchelli 2001).

Plusieurs parents interrogés partagent une représentation du passage à l'âge adulte comme impliquant un retrait progressif des prises de décision concernant la vie du jeune et de la discipline quotidienne nécessaire pour atteindre les buts fixés. Bien que tous exercent encore un contrôle sur les activités et la formation de leur enfant, plusieurs parents conçoivent l'autonomie comme un apprentissage :

« Après, il faut aussi qu'il apprenne à être autonome et bon, je peux un peu gérer au début du cycle, mais après il faut qu'il apprenne parce que moi, je peux pas m'asseoir à côté de lui à l'université pour qu'il prenne des notes. » (Lydie, 46 ans, éditrice)

Or, l'interruption prématurée de formation remet en question ce processus en appelant à un suivi plus strict de la formation. Les parents se montrent à la recherche constante d'un équilibre entre des exigences contradictoires : reconnaître et encourager l'autonomie du jeune d'une part et, d'autre part, l'inciter à reprendre une formation, contre son gré si nécessaire. Concrètement, les parents se disent en butte à deux principaux problèmes. Le premier concerne seulement certains jeunes et, selon les parents, relève de leur refus de compromis quant à leur orientation professionnelle ou leurs rapports avec certains enseignants ou avec les autorités scolaires. Le second problème est plus global. Tous les parents interrogés se plaignent de la passivité – ponctuelle ou constante – de leur enfant face aux difficultés rencontrées lors de la formation ou dans ses tentatives de reprendre une école ou un apprentissage.

Les parents rapportent différentes réponses éducatives, déployées en amont de l'interruption de formation ou a posteriori. Les premières consistent en un suivi essentiellement incitatif, qui cherche à susciter la motivation du jeune en lui exprimant une présence, un soutien et en l'encourageant à se projeter dans un avenir positif. Plusieurs parents incitent le jeune à adopter une perspective temporelle plus large. Ainsi, certains l'enjoignent à accepter une orientation pragmatique et à différer la réalisation de ses aspirations professionnelles ou lui rappellent qu'il ne pourra pas toujours compter sur leur soutien :

« On a beau lui dire, des fois, "Voilà, papa maman, on n'est pas éternels donc heu... quand on sera plus là il faudra... ça sera trop tard !" C'est maintenant qu'il faut... s'assumer et trouver une voie qui lui plaise et... garantir son avenir. » (Denis, 53 ans, employé de banque)

En outre, certains parents se posent en exemple, à l'instar de Florence (40 ans, comptable) qui souligne les similarités entre sa trajectoire de formation et celle qu'elle souhaite voir sa fille entreprendre pour pallier à l'impossibilité de s'insérer dans son domaine de prédilection :

« Je disais : "Mais écoute, dans la vie il faut toujours avoir un plan B !" (...) J'ai dû commencer par faire autre chose qui n'était pas du tout... que je trouvais pas intéressant, mais j'ai dû passer par là pour arriver maintenant finalement à faire ce que j'ai toujours eu envie de faire ! »

Par ailleurs, les parents s'engagent de façon plus directe et concrète, en indiquant des tâches ou des objectifs précis (se renseigner sur les possibilités de formation, prendre contact avec un employeur potentiel ou avec une structure de soutien) mais en laissant le jeune les effectuer. Parallèlement ou quand cette stratégie s'avère inefficace, les parents recourent à d'autres moyens. Certains marchandent avec leur enfant en conditionnant à la preuve de ses efforts l'octroi d'un soutien matériel. À l'instar de Patrick (53 ans, éducateur), ils tentent ainsi de passer d'un rôle de pourvoyeur à une relation d'échange basée sur des normes de réciprocité, de responsabilité individuelle et des valeurs de travail :

« Au début des vacances de février, il avait le projet d'aller faire du ski. Voilà, du jour au lendemain il faut aligner... la monnaie quoi, pour qu'il puisse aller faire du ski, hein ! Là je lui ai dit, j'ai failli ne pas lui donner cet argent et je lui ai dit que c'était la dernière fois, que maintenant il allait falloir montrer des efforts quoi ! Que je lui rendais pas service sinon. Donc voilà, ça c'est la redéfinition du contrat. »

La menace fait partie intégrante de ces marchandages et vise aussi à contraindre le jeune à s'investir dans des démarches. L'argent de poche, le financement de vacances ou d'un projet d'achat particulier (vêtements, ordinateur) constituent le principal levier de pression mentionné par les parents. En revanche, des restrictions de sortie ne sont presque jamais évoquées – ce qui suggère qu'en dépit de la

dépendance matérielle, l'extension du « territoire personnel » (De Singly 2000) du jeune n'est pas fondamentalement remise en question.

À défaut de voir aboutir d'autres stratégies ou quand les parents considèrent leur enfant incapable de réaliser certaines démarches (en raison de son « immaturité » ou de la difficulté intrinsèque de ces dernières), ils le suppléent parfois dans leur réalisation. La recherche d'informations et la prise de contact avec des écoles, des entreprises formatrices ou des structures d'aide sont notamment citées. L'enjeu pour les parents est alors double : d'un côté, il s'agit de « faire avancer » le jeune en obtenant des renseignements complets sur les conditions de reprise, en instaurant des contacts, en activant d'autres réseaux de soutien ou en initiant plus directement des processus de candidature ; de l'autre côté, il s'agit de faire prendre au jeune un rôle actif et de le « responsabiliser » en lui permettant de développer son autonomie.

Les parents mentionnent leurs réticences à recourir à la contrainte⁹ ou, lorsqu'ils l'ont tentée, plusieurs indiquent son inefficacité. Cette méthode semble placer le parent dans une situation inconfortable : certains rapportent qu'elle a pour conséquence une augmentation des tensions à l'intérieur de la famille alors que pour d'autres, ce sont davantage des contradictions en termes de normes éducatives qui posent problème : alors que les incitations centrées sur la motivation s'accordent avec l'injonction à l'autonomie, la contrainte signifie un recul dans le processus de individuation du jeune (ibid.) et, par extension, dans les relations familiales.

Certains parents résolvent cette contradiction et pacifient les échanges en faisant appel à un tiers (un autre membre de la famille, un professionnel du soutien) auquel est délégué le suivi du jeune pour les questions ayant trait à la formation. Cette pratique visant à abaisser les tensions et à « maintenir le dialogue » avec le jeune est parfois décrite comme efficace, le jeune s'impliquant dans cette nouvelle relation et répondant plus volontiers aux injonctions et aux conseils reçus. Mais quand le jeune se montre réfractaire, les parents sont confrontés à une nouvelle nécessité : contrôler que le contact soit maintenu et assurer un rôle de médiateur entre le jeune et les acteurs externes mobilisés. Découragés, certains parents évoquent alors une solution plus radicale consistant à déléguer à une institution externe l'exercice d'une autorité stricte sur leur enfant (l'internat en France voisine est cité à plusieurs reprises).

Les témoignages indiquent une certaine gradation dans ces différentes pratiques et stratégies de suivi (les plus strictes suivant généralement l'échec des plus souples). Pourtant, celles-ci ne sont pas mutuellement exclusives et elles ne se succèdent pas dans une chronologie linéaire. Les témoignages indiquent plutôt que la posture parentale se construit de façon itérative : elle change en fonction des revirements de la situation du jeune, de réinterprétations d'évènements passés ou de nouvelles perspectives d'insertion ou d'appui (une entrée en stage, la prise en charge par une structure de soutien). Elle varie aussi selon les questions concrètes posées par la situation. Ainsi, les parents se montrent intransigeants sur le principe du retour en formation. De même, plusieurs indiquent être stricts dans la gestion de la vie quotidienne et exiger une implication minimale du jeune dans des démarches pratiques pour trouver une place de formation. En revanche, s'agissant de l'orientation, ce sont plutôt des principes d'autonomie et de libre choix qui président à l'attitude parentale. Des ajustements sont cependant parfois nécessaires. Ainsi, pour concilier l'impératif de retour en formation et le respect du choix d'orientation de son fils, qui souhaite effectuer un apprentissage en entreprise ou en école, Lydie (46 ans, éditrice) impose le compromis suivant :

« Je voyais qu'il y avait peu de places d'apprentissage et l'entrée dans l'école c'était super difficile, donc j'ai dit : "Moi, il me faut un plan 3, parce que je veux pas passer une autre année comme ça". Donc j'ai voulu l'inscrire à l'ECG, mais il voulait pas y aller, j'ai discuté longuement et j'ai dit : "Écoute, c'est comme ça. Je t'ai laissé ton temps et maintenant il faut le faire." »

⁹ A posteriori, plusieurs estiment cependant qu'un suivi plus strict et autoritaire aurait pu éviter l'interruption de formation ou favoriser un retour plus rapide en école ou en apprentissage.

En dépit de l'importance des valeurs d'autonomie et de responsabilité personnelle dans les discours parentaux, les témoignages indiquent que les parents se considèrent personnellement concernés par le décrochage. En encourageant, en négociant, en menaçant ou encore en faisant appel à des tiers, ils montrent leur engagement dans le processus de retour en formation. Cet engagement ne semble pas faiblir lorsque le jeune obtient sa majorité. D'une part, plusieurs parents utilisent cet argument pour inciter leur enfant à se « responsabiliser », c'est-à-dire à adopter un comportement socialement adéquat avec le statut d'« adulte ». D'autre part, la majorité est rarement mentionnée comme obstacle à la pression ou à la surveillance parentale. Celle-ci s'appuie davantage sur la dépendance matérielle du jeune. En effet, le fait de vivre sous le toit familial soumet le jeune au regard de ses parents : tous mentionnent leurs efforts pour comprendre « *ce qui lui arrive* », « *comment il le vit* », ou encore « *ce qu'il fait* » – a contrario, les deux mères dont les jeunes ont quitté le domicile familial rapportent une moins bonne connaissance de la situation de leur enfant. Au-delà de son aspect formel et financier, l'asymétrie dans la situation parents-enfants repose surtout sur le fait que les seconds vivent sous le toit des premiers. Non seulement cette situation fournit les conditions nécessaires à un suivi et à un appui quotidien du jeune, mais elle s'accompagne de la perspective de départ du domicile familial. La formation est alors vue à la fois comme une condition à l'indépendance matérielle et à la réalisation de l'autonomisation et comme un moyen pour y parvenir.

5. Besoins de soutien

Les parents interrogés expriment différents besoins dans la prévention du décrochage et pour l'aide au retour en formation. Leurs demandes sont fortement liées à la manière dont ils appréhendent l'arrêt et aux causes qu'ils lui attribuent. Globalement, les parents se distinguent en deux groupes : ceux qui y voient des causes personnelles ou familiales et ceux qui considèrent que le décrochage découle de dysfonctionnements dans le système de formation. Ces derniers appellent généralement à des réponses institutionnelles, de la part des établissements de formation et de l'OFPC notamment. D'autres parents attribuent l'interruption à des causes externes à la formation mais estiment que les institutions (établissements, structures de soutien) peuvent jouer un rôle important. Plus rarement enfin, d'autres parents ne formulent pas de demandes en lien avec les institutions, considérant que le décrochage relève du manque d'engagement de leur enfant, d'inaptitudes scolaires et/ou d'erreurs éducatives de leur part, diagnostic auquel s'ajoute parfois l'opinion que la formation secondaire II relève davantage de la responsabilité individuelle et familiale que de l'État.

5.1 Mieux prévenir le décrochage scolaire

Les parents interrogés partagent une même conviction, celle qu'une prise en charge aussi précoce que possible des difficultés constitue le meilleur moyen de lutte contre le décrochage. Plusieurs réclament des mesures de prévention adressées à tous les jeunes et des mesures plus spécifiques visant à désamorcer un rapport problématique à la formation (cf. 3.2). À leurs yeux, des mesures préventives devraient intervenir dès le CO et se poursuivre dans la formation secondaire II.

Préparer la transition vers le secondaire II

Plusieurs parents considèrent qu'une meilleure orientation et une meilleure préparation aux exigences de la formation permettraient d'éviter des situations de désengagement ou d'échec scolaire. D'une part, certains estiment que le CO devrait **investir davantage de temps et de ressources dans l'orientation des élèves**. Il s'agirait de mieux former les enseignants au choix professionnel, d'organiser plus de stages et, de manière générale, de fournir une meilleure information quant aux différentes filières et à leurs débouchés. Plusieurs parents ayant encouragé l'orientation vers une voie généraliste affirment ainsi qu'ils auraient plus rapidement encouragé le choix d'un apprentissage s'ils avaient été mieux informés des perspectives de la formation professionnelle. La préférence souvent affichée pour les filières généralistes, y compris comme réorientation après l'interruption de formation, invite toutefois à considérer ces propos avec prudence. La voie professionnelle semble encore souvent demeurer un choix par défaut, accepté dans la mesure où théoriquement, il ne bloque pas l'accès à la qualification visée en première instance. Parce qu'elles sont intimement liées aux enjeux sociaux de la formation (espoirs d'ascension sociale, peur de déclassement), les représentations préalables pèsent sans doute au moins aussi lourd que l'information donnée par le système de formation sur les (ré)orientations des jeunes à l'issue d'un arrêt de formation.

D'autre part, des parents jugent que **les élèves devraient être mieux préparés à répondre aux exigences de la formation secondaire II**. Cette critique concerne en particulier les parents d'élèves ayant interrompu une formation au collège, où le niveau d'autonomie est jugé très élevé et où le rythme d'enseignement requiert un investissement constant de la part d'élèves ayant des lacunes dans certaines disciplines ou n'ayant pas développé des méthodes d'apprentissage adéquates.

En outre, plusieurs parents sont convaincus qu'une transition réussie vers le secondaire II repose sur une expérience positive dans la scolarité et en particulier au CO, où se mettent en place les conditions favorables (ou non) à l'engagement dans la formation. Ils estiment que les enseignants et les autorités

scolaires tendent à rejeter sur le jeune seul (et le cas échéant sa famille) la responsabilité de ses difficultés. Selon eux, leur prise en charge mérite d'être repensée et il convient de davantage **considérer les difficultés comme relevant des relations entre le jeune et l'école.**

Incompréhension et responsabilisation mutuelle entre l'école et les familles

Certains témoignages donnent à voir des rapports particulièrement difficiles entre famille et école. Nadia (46 ans, secrétaire) estime que les difficultés de son fils sont apparues au CO. Elle dénonce l'« *acharnement* » d'un enseignant envers son fils et, plus globalement, la dévalorisation des filières à faibles exigences scolaires par les enseignants et les autorités scolaires. Pour elle, une meilleure orientation au sein même du CO serait un moyen efficace d'enrayer les problèmes de désengagement scolaire : plutôt que de confronter l'élève à des situations d'échec en le maintenant dans une filière à exigences trop élevées, le transfert dans une filière plus adéquate (une classe-atelier dans le cas de son fils) serait à privilégier.

Par ailleurs, cette mère plaide pour une prise en charge plus systémique en lieu et place d'une approche psychologique centrée sur l'élève ou d'une responsabilisation des parents. De son point de vue, l'école devrait aborder les problèmes scolaires ou comportementaux comme une question de relation entre l'élève et l'institution, ce qui implique que cette dernière remette en question ses propres pratiques (et non uniquement celles du jeune). Cette approche devrait, en outre, se fonder sur une analyse de la situation présente de l'élève (plutôt que sur l'identification de ses causes passées) et sur la recherche de solutions fondées sur ses ressources plutôt que ses difficultés.

Désamorcer le processus de décrochage

Plusieurs parents jugent inadéquates les réponses apportées au désinvestissement scolaire au secondaire II. Ils réclament une **réaction plus rapide aux signes avant-coureurs du décrochage** et estiment que l'interruption de formation aurait peut-être pu être évitée si « *la sonnette d'alarme avait été tirée plus rapidement* ». L'absentéisme, les retards, le manque de travail et les problèmes comportementaux constituent à leurs yeux des signes d'un malaise dont il est nécessaire de comprendre les causes pour y apporter des réponses adéquates.

À cet égard, ils jugent que les institutions de formation devraient **établir un dialogue de qualité avec les jeunes** et chercher à mieux comprendre leur situation. Patrick (53 ans, éducateur) réclame ainsi :

« Que ce soit un sujet, une occasion pour entrer en matière, pour un vrai dialogue ! Un dialogue en considérant une palette de moyens plus large. Hier, en triant des papiers, pour Yvan j'avais un courrier (...) au vu de son absentéisme, il avait une sanction le vendredi après-midi, en retenue... Je veux dire c'est bien, il faut signaler. Mais à un moment donné, c'est léger... »

Des parents appellent aussi à davantage de **dialogue entre les acteurs du système de formation** face aux signes avant-coureurs du décrochage (absentéisme, chute des notes...). Les enseignants impliqués dans le cursus d'un élève devraient être informés des difficultés de façon à interagir de façon plus adéquate avec l'élève, en tenant compte de sa situation, de ses difficultés et de ses ressources.

En outre, les parents se considèrent responsables de la formation de leur enfant et appellent à être considérés comme tels par les institutions formatrices. Plusieurs estiment que des efforts doivent être entrepris pour mieux **intégrer les parents** dans le suivi de la formation. Ils regrettent ainsi que des échanges réguliers ne soient pas organisés plus souvent avec les enseignants. Le cas échéant, ils jugent aussi qu'ils devraient être informés plus rapidement des difficultés par les enseignants responsables ou les autorités de l'établissement de formation, et ce à plus forte raison lorsqu'il s'agit de jeunes encore mineurs.

Toutefois, certains parents voient dans le suivi de la formation une source importante de conflits avec leur enfant et appellent aussi à **l'intervention d'acteurs externes à la famille** (enseignants, conseillers, éducateurs) afin de répondre aux besoins spécifiques de leur enfant et pour diminuer les tensions dans la sphère familiale.

5.2 Encourager le retour en formation

Les parents formulent des demandes plus étendues pour faire face à des situations où l'interruption de formation s'est déjà produite et où il s'agit donc de faciliter la reprise d'une école ou d'un apprentissage.

Accompagner les jeunes

Des parents plaident en faveur d'une **prise en charge institutionnelle plus rapide** pour leur enfant. L'attente d'un premier rendez-vous et le temps nécessaire à l'élaboration d'un plan de soutien puis à sa mise en œuvre concrète leur semblent parfois longs. Alors que les parents espèrent voir leur fils ou leur fille reprendre une école ou un apprentissage à la rentrée suivante, les échéances qui rythment la prise en charge constituent parfois une source importante d'incertitudes et de préoccupations :

« Le doyen a dit : "Ben écoutez, finalement... on est au mois de novembre, donc une 'chance' entre guillemets pour Robin, c'est qu'il pourra trouver une place d'apprentissage avant les autres élèves quand ils sortent du cycle, c'est-à-dire en février quand ils commencent à faire leurs recherches. Il faut profiter d'aller au... à l'OFPC." Et nous on s'est dit : "Ben c'est vrai que quelque part on a une chance", mais ça a mis du temps à démarrer parce qu'ils ont essayé de lui faire des tests pour voir ses capacités... Et ça a été d'une lenteur ! Et finalement on s'est retrouvés au mois d'avril et il y a rien qui a été fait, quoi. Et après on nous a dit : "Ah ben finalement on va vous envoyer au Semo à Carouge", mais ça a pris du temps pour se décider... » (Isabelle, 48 ans, concierge)

Par ailleurs, pratiquement tous les parents appellent à la mise en place d'un **accompagnement plus régulier et intensif**. Les rencontres hebdomadaires avec un conseiller sont souvent considérées trop espacées et peu structurantes. Les parents estiment ainsi qu'un encadrement quotidien, imposant des horaires similaires au rythme scolaire, aurait le double avantage de maintenir le jeune dans un rythme de formation et de l'intégrer dans un cadre favorable au retour en école ou en apprentissage. Lucas (56 ans, employé communal), dont le beau-fils a attendu quatre mois avant d'entrer au Semo, juge trop longue cette attente :

« Il y a quand même cette période où il a été quatre mois en roue libre, où là on a eu vraiment l'impression qu'on nous lâchait et on savait plus à qui s'adresser, quoi faire, alors qu'on nous avait promis que le gamin, on le lâcherait pas dans la nature comme ça. »

Quant au contenu du soutien souhaité, les parents expriment des demandes diversifiées qui traduisent le souhait d'un accompagnement individualisé. Selon leur situation, ils réclament l'intervention de **professionnels pouvant les suppléer dans leurs rôles de cadrage, dans le soutien pratique et surtout pour susciter la motivation du jeune**. Ils signalent que les injonctions parentales, en raison de leur répétition et des différents enjeux qui traversent la relation (cf. 4.2), sont souvent suivies de peu d'effets, voire s'avèrent contre-productives : d'une part elles contribuent à augmenter des tensions familiales préexistantes, et d'autre part elles génèrent des comportements d'opposition qui font entrave au retour en formation.

Les avis divergent cependant quant aux méthodes à employer pour motiver et responsabiliser le jeune. Certains parents estiment qu'un travail de type psychothérapeutique serait nécessaire pour déceler les causes profondes des difficultés. D'autres rejettent au contraire ce type d'approche et réclament un appui davantage pratique et centré sur la « *résolution de problème* ». Les parents adhèrent donc à **diverses méthodes de soutien**. Leurs préférences varient notamment en fonction de leur compréhension des causes du décrochage et de leurs connaissances théoriques et pratiques du processus de retour en formation.

Enfin, outre les difficultés attribuées au jeune (manque de motivation, de maturité...) ou aux institutions de formation, certains parents considèrent les possibilités effectives de retour en formation restreintes par la **faible disponibilité de places d'apprentissage**. Le soutien destiné aux jeunes devrait dès lors être davantage focalisé sur le développement des possibilités de formation.

Associer les parents à la prise en charge

La plupart des parents partagent le souhait d'être davantage associés à la prise en charge. D'une part, ils réclament une meilleure **information concernant l'accès aux mesures de soutien**. Plusieurs parents disent avoir été (ou être) « perdus », ne pas savoir « où aller » ni comment « se guider » parmi les différents interlocuteurs institutionnels. Certains estiment avoir été livrés à eux-mêmes dès la désinscription de l'institution formatrice, soit qu'ils n'ont pas été informés des dispositifs destinés à soutenir leur enfant, soit que l'information était incomplète ou insuffisante. Ils considèrent ainsi que l'information fournie par les acteurs et les structures servant de médiateur entre le jeune et les dispositifs de soutien devrait être plus précise et complète.

Un système peu lisible

Plusieurs parents ne se rappellent que vaguement des instances avec lesquelles ils ont été en contact et peinent à différencier les structures de soutien – une mère demande par exemple la différence entre la Villa Lullin et Cap Formations. Globalement, plusieurs estiment que les informations relatives à la prise en charge du décrochage sont peu claires (notamment sur le site internet du DIP et de la Cité des Métiers) et font état de leurs difficultés à identifier les rôles, les missions, les méthodes des instances de soutien ou encore le moment où elles sont destinées à intervenir. Plusieurs parents signalent ainsi n'avoir eu connaissance des mesures existantes qu'après plusieurs semaines, voire plusieurs mois de recherches et de tâtonnements :

« On se sent un peu démuné et si on comprend pas comment ça fonctionne ou à quelle porte frapper, on perd beaucoup de temps, et parfois le temps c'est super important dans une année scolaire. Et aussi... l'énergie qu'on met à ça serait beaucoup plus productive si on savait où on allait. Parce que parfois on se décourage et... c'est difficile d'encourager quelqu'un quand nous-mêmes, on n'a pas de solution, on n'a aucune idée de ce qu'on peut faire ou aller trouver les informations, demander, etc. » (Lydie, 46 ans, éditrice)

Outre ses conséquences sur la reprise proprement dite, cette mauvaise lisibilité du réseau de soutien est aussi susceptible d'affecter la confiance des familles dans les institutions impliquées dans la prise en charge des difficultés de formation. Deux parents émettent ainsi l'hypothèse qu'elle vise à encourager les parents à ne solliciter un accompagnement institutionnel qu'après avoir épuisé les ressources disponibles dans leur réseau personnel.

Plusieurs parents disent avoir été informés des modalités de la prise en charge seulement par l'entremise de leur enfant et réclament des **contacts directs avec les dispositifs de soutien**, d'autant plus importants lorsque les échanges familiaux ont été traversés d'épisodes de dissimulation ou de mensonges de la part du jeune. Certains prennent l'initiative d'une prise de contact avec les instances de soutien mais regrettent qu'elle ne soit pas automatique.

« Si moi, j'avais pas téléphoné une fois pour dire : "Mais écoutez, j'aimerais quand même voir ce qu'il en est", et tout et tout... Mais sinon j'aurais pas eu de contact. Et je trouve quand même bizarre, encore si mon fils avait été majeur, j'aurais compris, mais à 16 ans il est encore à la maison, les parents doivent savoir à quoi ça aboutit. Mais là rien. Ouais, je trouvais léger ! [Rires] Après ils ont répondu favorablement à ma demande, il y a pas de souci... Mais si on demande pas ils bougent pas ! » (Isabelle, 48 ans, concierge)

D'autre part, les parents réclament aussi une meilleure **information quant aux modalités et aux méthodes de prise en charge** du décrochage. Les informations données devraient ainsi être suffisamment complètes pour que les parents développent des attentes adéquates quant au soutien dont leur enfant pourra bénéficier, sous peine que celles-ci soient déçues. Un parent dit ainsi avoir été surpris de l'investissement parental attendu dans la réalisation des démarches en vue de reprendre une formation :

« C'est le conseiller d'orientation au collège qui m'a dit que s'il arrivait pas à entrer quelque part, après il y a une structure qui aide les jeunes en rupture de formation, qui peut l'aider. Mais, il m'a dit, pour trouver des stages... Dans ma tête, je pensais que c'était beaucoup plus simple ! Qu'il allait là, qu'il allait faire un stage, et non : c'est à lui de chercher, à lui de... »
(Lydie, 46 ans, éditrice)

Les objectifs du soutien, les moyens disponibles (type de mesure, durée de la prise en charge, fréquence des rencontres, rôles des différents acteurs) et les raisons pour lesquelles des mesures sont proposées et d'autres écartées sont parfois peu clairs aux yeux des parents. En outre, les mesures semblent parfois peu adéquates avec ce que les parents considèrent comme étant les difficultés de leur enfant. Certains parents considèrent ainsi que l'accompagnement fourni n'est pas adapté aux besoins réels du jeune, que ce soit en termes d'objectifs du suivi ou de méthodes. Évoquant la période où leur enfant était au Semo, Lucas et Isabelle commentent :

« Ils sont payés par le chômage, donc le gamin il rigole, il fait rien, il est payé 200 balles par mois pour rien faire [rires]. J'aimerais bien faire ça aussi ! » (Lucas, 56 ans, employé communal)

« Je crois qu'il y avait qu'un jour par semaine pour faire les recherches de travail. Je lui disais "T'as fait quoi aujourd'hui ? – Oh ben on a regardé South Park. – Ah, ben c'est pas comme ça que tu vas trouver du boulot...". Je trouvais, ouais, tellement inapproprié par rapport aux besoins qu'on avait... Je me dis, mais finalement pourquoi il va là-bas ? Finalement il pourrait très bien faire ça depuis ici, hein ! » (Isabelle, 48 ans, concierge)

Des informations incomplètes quant aux modalités et aux méthodes de prise en charge ne sont pas sans conséquences sur l'engagement parental dans le processus de retour en formation. La méconnaissance des objectifs et des méthodes utilisées porte ainsi atteinte à la confiance des parents dans les dispositifs. Telles qu'elles apparaissent dans les témoignages analysés, les conséquences possibles sont doubles. Tout d'abord, les parents concernés encouragent moins leur enfant à s'investir dans les démarches entreprises dans ce cadre, soulignant par exemple les inconsistances et les faiblesses de l'accompagnement. En second lieu, certains parents s'investissent dans la recherche de solutions alternatives pour le retour en formation. Sans que les données récoltées permettent de l'établir, il est probable que cette situation affecte négativement l'engagement du jeune dans le suivi proposé.

Enfin, la solitude souvent exprimée par les parents relève à la fois d'une faiblesse des échanges avec les acteurs institutionnels impliqués dans la prise en charge du décrochage et du sentiment d'être isolé vis-à-vis d'autres parents. Évoquant ces difficultés, une mère avance l'idée d'un dispositif d'aide en ligne qui centraliserait les informations relatives au décrochage scolaire et à la reprise de formation et viserait à **favoriser les échanges entre parents** ainsi qu'entre familles et professionnels. À ses yeux, un outil de type forum ou des questions/réponses accessibles publiquement permettraient aux parents de profiter de leurs expériences respectives, de se soutenir moralement et de développer une compréhension davantage partagée de la problématique du décrochage et du retour en formation.

Regards croisés sur le décrochage et le retour en formation

Les besoins de soutien exprimés par les parents recouvrent partiellement ceux des jeunes interrogés dans le cadre de l'évaluation du dispositif Cap Formations (Cecchini 2016).

Comme les parents, les jeunes considèrent la famille comme un espace de soutien souvent traversé de tensions en lien avec la formation. Celles-ci appellent à l'intervention d'un tiers permettant aux jeunes de se consacrer à la reprise en dehors des enjeux liés aux relations familiales et aux parents de soutenir leur enfant tout en déléguant certains aspects de l'accompagnement. Ensuite, parents et jeunes expriment le souhait d'un soutien individualisé, c'est-à-dire, pour les jeunes, adapté à leur situation et, pour les parents, qui prenne en compte les besoins de leur enfant mais aussi les leurs (notamment en termes d'information). À cet égard, la demande d'un encadrement plus intensif, exprimée par plusieurs parents et partagée par certains jeunes, indique que celui-ci occupe la double fonction de soutien au retour en formation et de réassurance pour les parents.

En revanche, les parents et les jeunes diffèrent dans leur manière d'appréhender les causes du décrochage et, souvent, dans leur conception du retour en formation. Les jeunes décrivent parfois les tensions familiales comme des facteurs d'interruption de formation mais ils ne considèrent pas leurs parents comme principaux responsables de leur situation. De leur côté, les parents se voient comme de véritables acteurs du décrochage. Ils souhaitent aussi être considérés comme des partenaires à part entière du système de formation et des instances de soutien pour un retour en formation. Enfin, alors que les jeunes expriment des demandes de soutien souvent très concrètes et qui s'inscrivent dans une perspective à relativement court terme, les parents adoptent une perspective plus large : ils se montrent plus critiques quant au fonctionnement des institutions de formation (système de filières, marché de l'apprentissage) et énoncent des demandes qui ont non seulement trait au retour en formation proprement dit, mais aussi à la prévention du décrochage.

6. Conclusion

Le décrochage scolaire et la reprise de formation apparaissent comme les deux facettes d'un phénomène qui, au-delà de sa définition factuelle (l'interruption d'une formation avant l'obtention d'un premier diplôme et le retour en école ou en apprentissage) recouvre une réalité complexe et diversifiée. Les récits parentaux varient sous plusieurs aspects : la temporalité du décrochage, la désignation des acteurs, les responsabilités engagées, les pratiques d'accompagnement du jeune ou encore le rapport au système de formation et les attentes de soutien de la part des institutions. Au-delà de ces différences, qui témoignent autant de la multiplicité des parcours de formation des jeunes que de leur interprétation au sein des familles, les analyses réalisées permettent de mettre en lumière les éléments suivants.

Le décrochage et la reprise de formation sont traversés d'enjeux qui touchent non seulement à la trajectoire du jeune mais aussi sa famille. L'interruption de formation, tout en confirmant une scolarité difficile ou au contraire en interrompant sa linéarité, renvoie les parents à leurs propres attentes, explicites ou non, concernant le futur de leur enfant. Ces attentes sont marquées à la fois par une vision de la formation comme un moyen d'accomplissement personnel et comme un outil d'insertion professionnelle et sociale, où se jouent souvent aussi la peur d'un déclassement et des ambitions d'ascension sociale.

Cette tension s'exprime tout particulièrement dans la question de l'orientation : thème incontournable dans les témoignages des parents, ces derniers y voient à la fois une cause majeure de décrochage et une condition nécessaire à la reprise d'une formation. Parfois, les circonstances permettent encore de concevoir l'orientation sous l'angle du choix personnel. Le premier critère cité est celui du goût : pour les parents – comme pour les jeunes – il s'agit avant tout d'accéder à un métier « *qui plaise* ». Derrière ce discours se tissent toutefois des considérations plus pragmatiques liées aux possibilités d'insertion sur le marché du travail, au statut du métier, au salaire ou encore aux conditions de travail (stabilité, pénibilité). Le pragmatisme s'impose de façon plus évidente à mesure que s'allonge la période hors formation et les préférences personnelles s'effacent au profit de l'objectif plus fondamental que constitue le retour en école ou en apprentissage. Comme l'indiquent plusieurs témoignages, les passerelles du système suisse de formation permettent alors d'établir un compromis entre ces critères en reportant la concrétisation des aspirations personnelles après l'obtention d'un premier diplôme. En effet, la possibilité de reprendre des études s'accorde bien avec la vision de plusieurs parents, pour qui le diplôme de niveau tertiaire (université ou haute école) reste la référence, surtout lorsqu'eux-mêmes ont effectué une telle formation.

Ensuite, le décrochage a des effets indéniables sur les relations familiales, qui à leur tour influencent de façon parfois décisive les conditions et les modalités du retour en formation. Le décrochage constitue une épreuve qui remet en cause le processus d'autonomisation du jeune, participe à complexifier le passage à l'âge adulte (Bidart et Pellissier 2007) et interroge les parents quant à leurs pratiques éducatives passées. Les parents se sentent tous concernés par la formation de leur enfant et sont tiraillés entre un souhait de favoriser son autonomie et la nécessité, à court terme, d'intervenir de façon plus directive pour qu'il reprenne rapidement une formation. Leurs interrogations quant à leurs propres responsabilités dans le décrochage se doublent ainsi de réflexions concernant les « bonnes » méthodes de soutien.

La famille constitue un acteur incontournable dans le processus de retour en formation. Les parents accompagnent leur enfant et lui procurent un soutien moral, cherchent à susciter sa motivation à reprendre une formation, le suivent dans la gestion de son quotidien, dans ses réflexions d'orientation et, parfois, apportent une aide pratique à la recherche d'une nouvelle formation. Mais surtout, les parents se décrivent dans un rôle de médiateur entre le jeune et les acteurs institutionnels, d'où une fréquente fatigue liée à la nécessité de composer avec des exigences et des interprétations contradictoires. Le soutien parental n'est cependant pas toujours suffisant : pour toutes ces tâches, les parents sont inégalement dotés en ressources ; en outre, des tensions et parfois des conflits entre

enfants et parents peuvent faire obstacle au retour en formation et nécessiter l'intervention d'un tiers pour accompagner le jeune.

Les témoignages des parents montrent l'existence d'un réseau multiforme susceptible d'intervenir pour prévenir le décrochage, y faire face et aider à la reprise d'une formation. Ce réseau est composé d'acteurs institutionnels ou non relevant des domaines de l'éducation, de la santé et de la famille. Il faut relever que la connaissance de ce réseau est parfois très partielle et que les parents ne le sollicitent pas avec la même intensité. Ces constats posent la question de l'égalité des chances entre des familles inégalement dotées en temps disponible, en réseau personnel et professionnel ainsi qu'en connaissance du système suisse de formation et de prise en charge des difficultés de formation.

Enfin, le décrochage invite à s'interroger sur les possibilités d'alliance entre les familles et le système de formation pour la prise en charge du décrochage scolaire. Ce dernier est décrit tantôt comme un ordre « naturel » avec lequel les parents doivent composer, tantôt comme un cadre qu'ils sont habilités à questionner. À ce propos, le fait que de nombreuses attentes et critiques parentales se cristallisent autour de la question de la responsabilité du jeune et de son autonomie dans la gestion de sa formation n'est pas anodin. Il signale que le passage du secondaire I au secondaire II implique pour les parents de remettre en question leur vision de la formation, des acteurs concernés et de leurs rôles respectifs. Plus qu'un besoin d'information à l'égard des parents, cette recherche montre qu'il serait judicieux de renforcer les échanges entre les familles et les acteurs institutionnels concernés par la problématique du décrochage et du retour en formation (établissements de formation, DGESII et OFPC notamment). Ces échanges pourraient favoriser la construction d'une vision partagée du décrochage, des objectifs et des rôles des différents acteurs, ainsi que du processus et des étapes de la reprise de formation. Sans qu'il s'agisse d'une condition suffisante ni même nécessaire, cette vision apparaît comme un facteur important pour susciter et nourrir l'engagement du jeune dans sa nouvelle formation.

Bibliographie

- Arnold, B. (2015). *Gap, Case Management Berufsbildung. Ausführungskonzept*. Basel: Erziehungsdepartment des Kantons Basel-Stadt.
- Astone, N-M., et McLanahan, S. (1991). "Family Structure, Parental Practices and High School Completion". *American Sociological Review*, 56 (3): 309–20. doi:10.2307/2096106.
- Bardin, L. (2007). *L'analyse de contenu*. Paris : PUF.
- Bernard, P-Y. (2011). « Le décrochage des élèves du second degré : diversité des parcours, pluralité des expériences scolaires ». *Les sciences de l'éducation*, 44 (4) : 75–97.
- Bidart, C., et Pellissier, A. (2007). « Entre parents et enfants : liens et relations à l'épreuve du cheminement vers la vie adulte ». *Recherches et prévisions*, 90 : 29–39.
- Blaya, C. (2010a). *Décrochages scolaires. L'école en difficulté*. Bruxelles : De Boeck.
- Blaya, C. (2010b). « Décrochage scolaire : parents coupables, parents décrocheurs ? ». *Informations sociales*, 46–54.
- Brugailles, C. et Sebille, P. (2013). « Le partage des tâches parentales : les pères, acteurs secondaires ». *Informations sociales*, 2 (176), 24-30.
- Cecchini, A. (2016). *Cap Formations et son public. Expériences de retour en formation professionnelle par la structure genevoise de case management*. Genève : Service de la recherche en éducation.
- Cicchelli, V. (2001). « Les jeunes adultes comme objet théorique ». *Recherches et Prévisions*, 65, 5-18.
- De Singly, F. (2000). « Penser autrement la jeunesse ». *Lien social et politiques*, 43 (9–21).
- Douat, E. (2016). « Fuir l'espace scolaire. Tiraillements dispositionnels, effets de contexte et poids de l'étiquetage ». In M-H. Jaques (dir.), *Les transitions scolaires. Paliers, orientations, parcours* (315–22). Rennes : Presses universitaires.
- Dubois, N. (2009). *La norme d'internalité et le libéralisme* (9–20). Grenoble : Presses universitaires.
- Feyfant, A. (2011). « Les effets de l'éducation familiale sur la réussite scolaire ». *Dossier d'actualité Veille et Analyses*, 1–13.
- Gander, M. (2014). *Netz2 - Umsetzungskonzept für die Konsolidierungsphase*. Zürich: Bildungsdirektion Kanton Zürich.
- Giuliani, F. (2014). « Les dispositifs d'accompagnement à l'insertion des jeunes. Entre déficit d'institution, régulation ad hoc et normes néo-bureaucratiques ». In M. Becquemin et C. Montandon (dir.), *Les institutions à l'épreuve des dispositifs. Les recompositions de l'éducation et de l'intervention sociale*. Collection « Des Sociétés ». Rennes : Presses Universitaires.
- Gobet, P., Galster, D., Repetti, M., Scherer, F. et Constantin, E. (2012). « Case management et formation professionnelle ». In *Le case management en contexte. Bases conceptuelles et applications d'un dispositif de prise en charge intégratif* (75–92). Collection « Les Outils ». Lausanne : EESP.
- Henchoz, C., Poglià Mileti, F., et Plomb F. (2014). « La socialisation économique en Suisse : récits rétrospectifs sur le rôle des parents et des enfants durant l'enfance et l'adolescence ». *Sociologie et Sociétés*, 46 (2) : 279–99.
- Hochschild, A. (1979). "Emotion Work, Feeling Rules, and Social Structure". *American Journal of Sociology*, 85 (3): 551–75.

- Lamamra, N., et Masdonati, J. (2009). *Arrêter une formation professionnelle : mots et maux d'apprenti-e-s*. Lausanne : Antipodes.
- Liechti, L. (2012). *L'influence des parents sur le processus d'orientation professionnelle : approche pluridisciplinaire*. Neuchâtel : Institut de recherche et de documentation pédagogique.
- Murat, F. (2009). « Le retard scolaire en fonction du milieu parental : l'influence des compétences des parents ». *Économie et statistique*, 103, 24.
- Neuenschwander, M., Rösselet, S., Cecchini, A. et Benini, S. (2016). *Unterstützung von sozial Benachteiligten, Bildungsfernen Eltern bei der Berufswahl Ihrer Jugendlichen Kinder*. 7. Berne : OFAS.
- Petrucci, F., et Rastoldo, F. (2015a). « Interruptions prématurées de la formation à Genève. Quels sont les facteurs de risque et les raisons invoquées pour le décrochage scolaire ? Résultats d'une enquête menée à Genève (2013-2014) ». *Note d'information du SRED*, 69. Genève : Service de la recherche en éducation.
- Petrucci, F., et Rastoldo, F. (2015b). *Interruptions prématurées de la formation à Genève - Résultats de l'enquête auprès des jeunes décrocheurs*. Genève : Service de la recherche en éducation.
https://www.geneve.ch/recherche-education/doc/publications/docsred/2015/equip_2014-15.pdf
- Potvin, P., Deslandes, R., Beaulieu, P., Marcotte, D., Fortin, L., Royer, E. et Leclerc, D. (1999). « Risque d'abandon scolaire, style parental et participation parentale au suivi scolaire ». *Canadian Journal of Education / Revue canadienne de l'éducation* 24 (4): 441–53. doi:10.2307/1585897.
- Rastoldo, F., Mouad, R., et Cecchini, A. (2016). *Cap Formations. Structure genevoise de case management pour un retour en formation professionnelle*. Genève : Service de la recherche en éducation.

Annexes

Annexe 1 : Profil des parents interviewés

Pseudonyme	Âge	Profession	Parcours de l'enfant	Situation au moment de l'entretien
Florence	40 ans	Comptable	Sa fille de 20 ans est sans formation depuis son échec en préparatoire à l'ECG, il y a deux ans.	Elle a quitté le domicile parental et est en recherche d'une place de formation comme éducatrice de la petite enfance.
Nadia	46 ans	Secrétaire	Son fils de 17 ans a abandonné sa formation durant un an, alors qu'il était inscrit au CTP. Après une rupture scolaire, sociale et familiale, il a été placé en foyer suite à l'intervention du SPMI.	Son fils vit hors du domicile parental. Il a repris une formation : AFP horticulteur-paysagiste
Rebecca	57 ans	Secrétaire	Alors qu'il avait 17 ans, son fils a interrompu sa formation au collège durant deux mois, avant de le reprendre dans un lycée privé en France voisine.	Après avoir obtenu son bac, il est étudiant à la Haute école de musique de Fribourg.
Lydie	46 ans	Editrice	Son fils de 16 ans a interrompu le collège depuis un an faute de motivation à poursuivre cette formation.	Suivi à Tremplin Jeunes, il se dirige vers un apprentissage en graphisme ou, s'il ne trouve pas de place pour la rentrée prochaine, vers l'ECG.
Patrick*	53 ans	Educateur	Son fils de 19 ans a arrêté sa formation au collège pour la deuxième année consécutive, faute de motivation à poursuivre cette formation.	Il est encore inscrit au collège mais ne s'y rend plus depuis six mois. Son fils doit s'en désinscrire pour pouvoir être pris en charge à Cap Formations.
Martine*	48 ans	Educatrice	Son fils de 19 ans a arrêté sa formation au collège pour la deuxième année consécutive, faute de motivation à poursuivre cette formation.	Il est encore inscrit au collège mais ne s'y rend plus depuis six mois. Son fils doit s'en désinscrire pour pouvoir être pris en charge à Cap Formations.
Cynthia	45 ans	Vendeuse	Après avoir redoublé sa première année et suite à des problèmes d'absentéisme, son fils a interrompu l'école de commerce. Il est sans formation depuis trois mois et a récemment obtenu sa majorité.	Son fils est récemment entré à Tremplin Jeunes.
Denis	53 ans	Employé de banque	Après avoir redoublé sa première année et suite à des problèmes d'absentéisme, son fils a interrompu l'école de commerce. Il est sans formation depuis trois mois et a récemment obtenu sa majorité.	Son fils est récemment entré à Tremplin Jeunes.
Isabelle*	48 ans	Concierge	Son fils de 17 ans, dont l'employeur a jugé qu'il n'avait pas les capacités pour se qualifier dans ce métier, a interrompu son apprentissage de mécatronicien. Il est sans formation depuis dix mois.	Il est inscrit en préparatoire à l'ECG pour la rentrée prochaine.
Lucas*	56 ans	Employé communal	Son beau-fils de 17 ans, dont l'employeur a jugé qu'il n'avait pas les capacités pour se qualifier dans ce métier, a interrompu son apprentissage de mécatronicien. Il est sans formation depuis dix mois.	Il est inscrit en préparatoire à l'ECG pour la rentrée prochaine.

* Patrick et Martine forment un couple, leurs propos concernent le même jeune ; c'est également le cas pour Isabelle et Lucas.

Annexe 2 : Profil des jeunes interviewés

Pseudonyme	Âge	Parcours	Situation au moment de l'entretien
Malika	22 ans	Malika a interrompu deux apprentissages (dont le dernier comme assistante en soins dentaires) avant d'effectuer un long séjour linguistique puis de travailler dans la vente et comme secrétaire. Alors qu'elle voulait obtenir un CFC commercial, elle reprend un apprentissage de coiffeuse plus de trois ans après l'arrêt de sa dernière formation.	Après avoir changé deux fois d'employeur, Malika poursuit son apprentissage de coiffeuse en 2 ^e année.
Sandrine	18 ans	Non promue en 1 ^{re} année de l'ECG (diplôme), Sandrine souhaite effectuer un apprentissage comme éducatrice de la petite enfance. Une année après son interruption de formation, elle est en stage dans une crèche.	En stage dans une crèche, elle espère commencer un apprentissage à la rentrée suivante.
Caroline	18 ans	Après avoir interrompu le SCAI pour des raisons médicales, Caroline recommence son année de transition mais ne trouve pas de formation pour la rentrée suivante.	Caroline a renoué avec son souhait d'entrer à l'École des arts appliqués. Au SEMO, elle prépare le concours pour la rentrée suivante.
Elena	18 ans	À l'issue d'une année en classe de transition, Elena trouve une place d'apprentissage mais y renonce au dernier moment. Elle postule à nouveau dans la même entreprise et entreprend un CFC comme gestionnaire en commerce de détail à la rentrée suivante.	Elena est en 1 ^{re} année d'apprentissage comme gestionnaire en commerce de détail (CFC dual).
Miriam	22 ans	Non promue à l'issue de son année préparatoire à l'ECG, Miriam reste six mois sans activité, puis enchaîne différents stages dans le domaine social (foyer, crèches) pendant plus de deux ans.	En stage dans une crèche, elle espère y décrocher une place d'apprentissage pour la rentrée suivante.
Sarah	21 ans	Sarah abandonne deux premières formations par manque d'intérêt pour le métier, puis est contrainte d'abandonner son apprentissage en école de commerce en raison d'un rythme trop soutenu. Elle reprend un apprentissage dual comme employée de commerce à la rentrée suivante.	Sarah est en 1 ^{re} année d'apprentissage comme employée de commerce (CFC dual).
Juliette	20 ans	Juliette est en échec à la fin de sa 1 ^{re} année à l'ECG. Souhaitant se former comme éducatrice de la petite enfance, elle effectue un cours privé puis un stage d'une année en crèche. Elle ne parvient cependant pas à trouver une place d'apprentissage et, au moment de l'entretien, elle travaille dans la garde d'enfant à domicile.	Elle cherche une place d'apprentissage pour la rentrée suivante.
Julien	19 ans	Julien est non promu à l'issue de son année préparatoire à l'ECG. À la rentrée suivante, il commence un apprentissage comme gestionnaire en commerce de détail. En échec à la fin de l'année, il est licencié. Après une année hors de la formation, il reprend un apprentissage comme horticulteur-paysagiste.	Julien est en 1 ^{re} année d'apprentissage comme horticulteur-paysagiste (AFP, école)
Nils	17 ans	Nils interrompt son année de transition et, peu après, quitte le domicile parental. Il est pris en charge par le SPMI et placé en foyer. Il reprend une formation une année après son décrochage.	Nils vit toujours en foyer. Il est en 1 ^{re} année d'apprentissage comme horticulteur paysagiste (AFP, école)
Yves	17 ans	En échec à l'issue de l'année préparatoire à l'ECG, Yves souhaite obtenir un CFC pour accéder ensuite à l'école de police.	Yves espère commencer un apprentissage à la rentrée suivante.
Léon	17 ans	Léon échoue son année préparatoire à l'ECG et passe plus d'une année hors de la formation.	Il espère commencer un apprentissage comme assistant-vétérinaire ou assistant en soins dentaires à la rentrée suivante.
Hugo	21 ans	Non promu à l'issue de sa 1 ^{re} année d'apprentissage comme gestionnaire en commerce de détail, Hugo passe de CFC en AFP, avant d'être licencié par son employeur. Il effectue plusieurs « petits jobs » puis se tourne vers Cap Formations, où il rencontre son employeur actuel. Après une année sans formation, il reprend un apprentissage comme peintre en bâtiment.	En 1 ^{re} année d'apprentissage en tant que peintre en bâtiment (CFC dual).

Annexe 3 : Guide d'entretien avec les parents

PARTIE I : TRAJECTOIRE SCOLAIRE, FORMATION ET RUPTURE

<p>Pour commencer, j'aimerais que nous parlions de l'interruption de formation de votre fils/fille... Pour vous, comment est-ce que ça s'est passé ? Qu'est-ce que vous avez vécu à cette période ?</p>	<p>Expérience parentale de la rupture Temporalité de la rupture</p>
<p><i>Cette première question, volontairement très ouverte, vise à faire émerger la temporalité, les raisons formulées spontanément par les parents pour expliquer la rupture de leur enfant et leur réaction face à celle-ci. Les thèmes et les questions suivantes de la PARTIE I sont des relances possibles qui seront utilisées si nécessaire pour approfondir des aspects particuliers de la rupture.</i></p>	
<p>Selon vous, qu'est-ce qui a amené votre fils/fille à interrompre sa formation ?</p>	<p>Registres explicatifs de la rupture</p>
<p>THEME 1 : SCOLARITE</p> <p>Parlons de la scolarité de votre fils/fille...Comment s'est déroulé son passage au cycle d'orientation ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que votre enfant a eu une scolarité plutôt facile ou difficile ? À quel niveau ? (résultats scolaires, relations en classe, relations avec les enseignants...) Dans quelle mesure est-ce que vous étiez au courant de ce qui se passait à l'école (notes, relations avec les enseignants et avec les autres élèves...) ? Par qui étiez-vous informé ? • Quand votre fils/fille avait des devoirs à faire à la maison et quand il devait vous montrer son carnet de notes, comment est-ce que ça se passait ? • Quels étaient vos contacts avec les enseignants, les conseillers en orientation, etc. ? Ces contacts étaient-ils fréquents ? Est-ce que vous compreniez ce que ces personnes attendaient de vous ou non ? Est-ce que vous aviez le sentiment que ces personnes comprenaient votre situation et vos attentes ou non ? • À cette époque, qu'est-ce que vous imaginiez que votre fils/fille ferait à la fin de sa scolarité ? <p>Comment s'est passée la fin du cycle d'orientation pour vous et pour votre fils/fille ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment s'est déroulé le choix de sa formation quand il/elle a terminé sa scolarité ? • Pour vous, est-ce que c'était important de l'accompagner dans le choix d'une formation ou au contraire de le/la laisser faire ? • Pour vous, quelle importance avait le fait que votre fils/fille commence une formation ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement de l'enfant durant la scolarité, investissement du champ scolaire • Pratiques d'accompagnement • Relations avec les représentants de l'institution scolaire • Attentes parentales face à la formation • Investissement dans le choix d'une formation • Rôles parentaux à la fin de la scolarité • Rapport à la norme de formation

<p>THEME 2 : FORMATION</p> <p>Avant de commencer sa formation (celle que votre enfant a interrompue), est-ce que votre fils/fille a commencé d'autres formations ? Comment est-ce que ça s'est passé ?</p> <p>Avant que votre fils/fille arrête sa formation, comment cette formation s'est-elle déroulée ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure est-ce que vous étiez au courant de ce que votre fils/fille faisait dans sa formation ? (école, entreprise formatrice) • Est-ce que vous accompagniez votre fils/fille dans sa formation ? Pour quelles raisons ? De quelle manière ? • Aviez-vous des contacts avec les personnes chargées de la formation de votre fils/fille ? (maître d'apprentissage, enseignant, référents à l'OFPC...) Comment est-ce que ça se passait ? Est-ce que vous compreniez ce que ces personnes attendaient de vous ou non ? Est-ce que vous aviez le sentiment que ces personnes comprenaient votre situation et vos attentes ou non ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement parental dans la formation • Rôles parentaux face à la formation • Relations avec les représentants des institutions de formation
<p>THEME 3 : CONDITIONS DE VIE, RELATIONS SOCIALES...</p> <p>Plus globalement, est-ce que cette rupture c'était une question de formation ou est-ce que d'autres éléments sont intervenus ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que votre enfant avait d'autres soucis à cette époque ? • Est-ce que vous-mêmes, vous aviez d'autres soucis ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés des parents • Relations parent-enfant
<p>Lorsque votre fils/fille a interrompu sa formation, comment avez-vous réagi ?</p>	<p>Réaction face à la rupture</p>
<p>THEME 4 : REACTION FACE À LA RUPTURE</p> <p>Est-ce que vous vous êtes fait du souci lorsque votre fils/fille a interrompu sa formation ? Pour quelles raisons ?</p> <p>Lorsque votre fils/fille a interrompu sa formation, qu'est-ce que vous avez fait ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que vous avez cherché de l'aide externe (proches, dispositifs de soutien...) ? Laquelle ? • Dans quelle mesure est-ce que vous-même vous sentiez capable de l'aider ? • Dans quelle mesure est-ce que vous pensiez que c'était votre rôle de l'aider ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Gravité perçue de la rupture, risques et opportunités associées à la rupture, rapport à la norme de formation professionnelle • Ressources mobilisées lors de la rupture • Locus de contrôle • Rôles parentaux face à la rupture

<p>Aujourd'hui, comment est-ce que vous imaginez la suite pour votre fils/fille ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour vous, quelle importance a le fait que votre fils/fille commence une formation ? <p><i>Si le jeune a repris une formation :</i></p> <p>Comment votre fils/fille a-t-il recommencé une nouvelle formation ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que vous êtes intervenu dans cette reprise de formation ? Comment ? • Est-ce que vous êtes d'accord avec son choix de formation ? Pour quelles raisons ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Attentes parentales face à la formation et/ou l'insertion professionnelle • Pratiques de soutien parental à la reprise de formation • Attentes parentales face à la formation et/ou l'insertion professionnelle
---	---

PARTIE II : BESOINS

Globalement, de quels soutiens auriez-vous eu besoin pour éviter la rupture ou pour vous aider face à l'interruption de formation de votre fils/fille ?	
<p>Durant la scolarité de votre fils/fille au secondaire I, qu'est-ce que l'école aurait pu faire pour éviter qu'il/elle interrompe sa formation ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment aurait-il/elle pu être mieux accompagné par l'école ? • Vous-même, comment auriez-vous souhaité être pris en compte par l'école ? <p>Durant la formation de votre fils/fille au secondaire II, quel type d'aide aurait permis d'éviter qu'il/elle interrompe sa formation ou que cette interruption se fasse dans de meilleures conditions ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qu'aurait pu faire l'école où votre fils/fille effectuait sa formation ? • Qu'aurait pu faire l'entreprise formatrice ? (si apprentissage dual) • Qu'aurait pu faire l'OFPC ? <p>Lors de la rupture de formation, de quelle aide ou accompagnement auriez-vous eu besoin ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qui serait le plus à même de fournir ce soutien ? • Quelle forme devrait-il prendre ? <p>Aujourd'hui, quelle aide ou accompagnement serait nécessaire pour soutenir votre fils/fille dans une reprise de formation (ou dans son insertion professionnelle) ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qui serait le plus à même de fournir ce soutien ? • Quelle forme devrait-il prendre ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin des parents pour prévenir la rupture de formation • Besoins pour faire face à la rupture de formation

